

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 144
N° 16

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 20
no Eperera 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUÉS

Pages

- Loi n° 94-1099 du 19 décembre 1994 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne. (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 909
- Décret n° 95-224 du 21 février 1995 portant publication du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, fait à Copenhague le 24 juin 1994. (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 910
- Décret n° 95-266 du 9 mars 1995 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets simples) et relatif à la situation des militaires exerçant leurs fonctions dans un territoire d'outre-mer ainsi que des militaires retraités qui y résident. (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 910
- Décret n° 95-301 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 911
- Décret n° 95-302 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 913
- Décret n° 95-303 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 384 DRCL du 7 avril 1995). 914

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 384 CM du 6 avril 1995 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales.	916
Arrêté n° 386 CM du 7 avril 1995 complétant et modifiant l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux.	919
Arrêté n° 395 CM du 7 avril 1995 relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles" (F.E.I.).	920
Arrêtés n° 396 et n° 397 CM du 7 avril 1995 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs des secteurs d'activité de l'hôtellerie de Tahiti et de l'hôtellerie des îles, les dispositions de l'avenant du 27 octobre 1994 aux conventions collectives desdits secteurs d'activité et portant sur différentes dispositions relatives auxdites conventions collectives.	922
Arrêté n° 401 CM du 7 avril 1995 définissant les conditions d'application de la délibération n° 95-54 AT du 24 mars 1995 instituant une aide au retrait des véhicules âgés de plus de dix (10) ans.	923
Arrêté n° 403 CM du 10 avril 1995 fixant la forme et le contenu du registre de bord et de la déclaration fiscale annuelle d'activités des navires titulaires d'une licence de navigation charter.	924
Arrêté n° 404 CM du 10 avril 1995 fixant la liste des matériels exonérés du droit fiscal d'entrée destinés à certains navires charter.	925
EXTRAITS	
Arrêté n° 377 CM du 6 avril 1995 constatant la déchéance de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public à charge de remblais accordé à M. Ah Song Chin Shing Chong à Avera, commune de Taputapuataea.	926
Arrêté n° 378 CM du 6 avril 1995 autorisant M. Jean Materouru à occuper à titre temporaire un emplacement du domaine public maritime à charge de remblais sis à Haapiti, commune de Moorea-Maiao.	926
Arrêté n° 379 CM du 6 avril 1995 autorisant M. Alain Loussan à occuper à titre temporaire un emplacement du domaine public maritime à charge de remblais sis à Nunue, commune de Bora Bora.	927
Arrêté n° 380 CM du 6 avril 1995 portant renouvellement et extension de l'autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle sise à Tapuamu, commune de Tahaa, au profit de la société Total Polynésie.	927
Arrêté n° 381 CM du 6 avril 1995 autorisant l'occupation temporaire d'une parcelle du domaine public sise à Taiohae au profit de la S.A.R.L. Archipels croisières.	927
Arrêté n° 382 CM du 6 avril 1995 autorisant les associations syndicales des lotissements "Aivi Matie" et "Papetaria 2" à occuper un emplacement du domaine public routier dans la commune de Faava.	928
Arrêté n° 383 CM du 6 avril 1995 portant approbation du barème de redevance par l'exploitant du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete.	928
Arrêté n° 385 CM du 7 avril 1995 portant modification de l'article 7 de l'arrêté n° 1462 CM du 31 décembre 1992 relatif aux révisions des loyers des baux des locaux à usage d'habitation, professionnel, commercial, industriel ou artisanal, et abrogeant les arrêtés n° 606 et n° 607 CM du 16 juin 1988.	928
Arrêté n° 390 CM du 7 avril 1995 ordonnant la restitution au profit de Mme Flachet Antonine, née Esser, des biens mobiliers et immobiliers de la succession en déshérence de M. René Esser.	928
Arrêté n° 391 CM du 7 avril 1995 attribuant au budget local le reliquat du solde créancier de la succession en déshérence de M. René Esser.	929
Arrêté n° 392 CM du 7 avril 1995 autorisant l'affectation au profit du service du tourisme de parcelles du domaine du territoire sises à Maroe, commune de Huahine.	929
Arrêtés n° 393 et n° 394 CM du 7 avril 1995 portant approbation de délibérations et d'une délibération à caractère budgétaire du conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.	929

Arrêtés n° 398 et n° 399 CM du 7 avril 1995 habilitant le Président du gouvernement à signer au nom du territoire une convention avec les communes de Fakarava et de Tureia.	930
Arrêté n° 400 CM du 7 avril 1995 modifiant l'arrêté n° 973 CM du 30 septembre 1994 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Tamarii Niau pour l'exploitation du navire Tamarii Niau pour le collectage de poissons et le transport de marchandises, de coprah et de passagers sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest.	930
Arrêté n° 402 CM du 7 avril 1995 portant règlement d'office pour l'année 1995 du budget du Conservatoire artistique territorial.	930

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêté n° 94 PR du 7 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports.	930
Arrêté n° 103 PR du 11 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage.	931
Arrêté n° 105 PR du 11 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications.	931

EXTRAITS

Arrêtés n° 100 et n° 102 PR du 10 avril 1995 autorisant le report des dates du tirage des tombolas de l'association Taatiraa Huma Tahiti Iti et de l'Association des parents et amis de l'école maternelle Heitama.	931
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

EXTRAITS

Arrêté n° 1578 MFR du 6 avril 1995 portant délégation n° 3-95 des crédits de paiement du budget 1995.	931
--	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES TRANSPORTS

EXTRAITS

Arrêté n° 1579 MEC du 7 avril 1995 autorisant le navire Tamarii Tuamotu à desservir certains atolls des Tuamotu du 14 mars au 13 juillet 1995.	932
Arrêté n° 1580 MEC du 7 avril 1995 autorisant le navire Kura Ora affrété par la S.N.A. Tuhaa Pae à desservir les îles de Raivavae, Tubuai, Rurutu et Rimatara lors de son voyage n° 2-95 du 18 avril 1995.	932

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 1555 MER du 6 avril 1995 autorisant, au titre de la régularisation, la S.A. Plastiserd à installer et exploiter un atelier de transformation et de stockage de matières plastiques (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papeete). (Extraits).	932
--	-----

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

Arrêté n° 6-95 AT du 6 avril 1995 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures à l'assemblée territoriale.	935
Arrêté n° 1-95 Prés./AT du 7 avril 1995 fixant les attributions de M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale.	937
Arrêté n° 7-95 Prés./AT du 10 avril 1995 portant délégation de signature à M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale.	937

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décision n° 95-119 du 3 avril 1995 modifiant la décision n° 95-95 du 20 mars 1995 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne officielle en vue de l'élection présidentielle. (J.O.R.F. du 5 avril 1995, page 5468).	937
---	-----

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des communes de Arue, Papara et Pirae
pour le mois de mars 1995.

938

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.

938

Annonces diverses.

939



PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES PROMULGUÉS**

ARRETE n° 384 DRCL du 7 avril 1995 portant promulgation de la loi n° 94-1099 du 19 décembre 1994 et des décrets n° 95-224 du 21 février 1995, 95-268 du 9 mars 1995, 95-301, 95-302 et 95-303 du 21 mars 1995.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Loi n° 94-1099 du 19 décembre 1994 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, parue au J.O.R.F. du 20 décembre 1994, page 18048 ;

— Décret n° 95-224 du 21 février 1995 portant publication dudit traité, fait à Corfou le 24 juin 1994, paru au J.O.R.F. du 3 mars 1995, page 3395 ;

— Décret n° 95-268 du 9 mars 1995 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets simples) et relatif à la situation des militaires exerçant leurs fonctions dans un territoire d'outre-mer ainsi que des militaires retraités qui y résident, paru au J.O.R.F. du 11 mars 1995, page 3815 ;

— Décret n° 95-301 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et de ses annexes (annexe II par extrait), paru au J.O.R.F. du 22 mars 1995, page 4434 ;

— Décret n° 95-302 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la

transparence financière de la vie politique et de ses annexes (annexes II et III par extrait), paru au J.O.R.F. du 22 mars 1995, page 4436 ;

— Décret n° 95-303 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et de ses annexes (annexes I et II par extrait), paru au J.O.R.F. du 22 mars 1995, page 4438.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

LOI n° 94-1099 du 19 décembre 1994 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est autorisée la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Fin-

lande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, signé à Corfou le 24 juin 1994 et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 décembre 1994.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre des affaires étrangères,
ALAIN JUPPÉ

Le ministre délégué aux affaires européennes,
ALAIN LAMASSOURE

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

Décret n° 95-224 du 21 février 1995 portant publication du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, fait à Corfou le 24 juin 1994 (1)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu la loi n° 94-1099 du 19 décembre 1994 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne ;

Vu le décret n° 52-983 du 20 août 1952 portant publication du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France ;

Vu le décret n° 58-84 du 28 janvier 1958 portant publication du traité instituant la Communauté économique européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, signés le 25 mars 1957 ;

Vu le décret n° 87-990 du 4 décembre 1987 portant publication de l'Acte unique européen, signé à Luxembourg le 17 février 1986, et à La Haye le 28 février 1986 ;

Vu le décret n° 94-80 du 18 janvier 1994 portant publication du traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992.

Décète :

Art. 1^{er}. - Le traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, fait à Corfou le 24 juin 1994, sera publié au *Journal officiel* de la République française (2).

Art. 2. - Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 février 1995.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre des affaires étrangères,
ALAIN JUPPÉ

(1) Ce présent traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

(2) Ce texte fait l'objet d'une pagination spéciale (T.A.E.) annexée au *Journal officiel* de ce jour.

Décret n° 95-268 du 9 mars 1995 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie: Décrets simples) et relatif à la situation des militaires exerçant leurs fonctions dans un territoire d'outre-mer ainsi que des militaires retraités qui y résident

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, du ministre d'Etat, ministre de la défense, du ministre du budget et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment le chapitre III du titre I^{er} du livre VII ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, et notamment ses articles 3 (3^e alinéa) et 11 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 modifié portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Vu le décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994 portant coordination entre les régimes métropolitains et polynésiens de sécurité sociale,

Décète :

Art. 1^{er}. - L'article D. 713-17 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Art. D. 713-17. - Par dérogation aux dispositions de l'article D. 713-15, le taux de cotisations dues au titre des mili-

taires en service ou en mission dans les territoires d'outre-mer est fixé à 1 p. 100 pour les intéressés et à 2,95 p. 100 pour l'Etat.

« Ce taux est calculé sur la solde soumise à retenue pour pension que percevraient les intéressés s'ils étaient en service en métropole.

« Pour la couverture des prestations en nature, le taux de la cotisation due au titre des militaires en service ou en mission en Polynésie française, lorsqu'ils sont rémunérés sur le budget général de l'Etat ou sur le budget d'un établissement public de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial, est fixé dans les conditions définies à l'article D. 713-15. »

Art. 2. - A la section 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre VII du code de la sécurité sociale, il est créé un article D. 713-7-1 ainsi rédigé :

« Art. D. 713-7-1. - Les militaires mentionnés au premier alinéa de l'article D. 713-17 ne bénéficient des dispositions des articles D. 713-3 et D. 713-4 que pendant les périodes au cours desquelles ils résident temporairement sur le territoire métropolitain.

« Leurs ayants droit bénéficient des dispositions des articles D. 713-3 et D. 713-4 lorsqu'ils résident ou séjournent sur le territoire métropolitain.

« Les militaires en service ou en mission en Polynésie française, et leurs ayants droit qui résident avec eux, bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité prévues à l'article R. 761-13 et servies dans les conditions définies aux articles D. 713-3 et D. 713-4, sous réserve des dispositions de l'article 18 du décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994 portant coordination entre les régimes métropolitains et polynésiens de sécurité sociale. »

Art. 3. - L'article D. 713-14 du même code est ainsi rédigé :

« Art. D. 713-14. - Pour le calcul du capital décès des militaires résidant hors du territoire métropolitain, il est tenu compte pour l'application des articles D. 713-8 à D. 713-13 de la dernière solde annuelle d'activité que le militaire aurait perçue s'il avait été en service en métropole. »

Art. 4. - Il est inséré, dans la section 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre VII du même code, un article D. 713-7-2 ainsi rédigé :

« Art. D. 713-7-2. - Les militaires titulaires d'une pension au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite et les titulaires d'une pension de réversion au titre de ce code du chef de ces personnes bénéficient, lorsqu'ils résident en Polynésie française et n'exercent pas d'activité professionnelle, des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité prévues à l'article R. 761-13 et servies dans les conditions définies aux articles D. 713-3 et D. 713-4, sous réserve des dispositions de l'article 21 du décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994 portant coordination entre les régimes métropolitains et polynésiens de sécurité sociale.

« Leurs ayants droit qui résident avec eux bénéficient également des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité visées à l'alinéa précédent. »

Art. 5. - Les dispositions du présent décret prennent effet au 1^{er} janvier 1995. Cessent d'être applicables, à compter de cette date, toutes dispositions antérieures et notamment celles des articles 117 à 119 du décret du 2 mars 1910 susvisé, en ce qu'elles peuvent être contraires à l'application du présent décret.

Art. 6. - Le décret n° 50-741 du 24 juin 1950 relatif au régime de sécurité sociale applicable aux militaires exerçant leurs fonctions dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer est abrogé.

Art. 7. - Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre d'Etat, ministre de la défense, le ministre du budget et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales,
de la santé et de la ville,*

SIMONE VEIL

Le ministre d'Etat, ministre de la défense,
FRANÇOIS LÉOTARD

Le ministre du budget,
NICOLAS SARKOZY

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,*
DOMINIQUE PERBEN

Décret n° 95-301 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre du budget et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu la Constitution, notamment ses articles 4 et 62 (2^e alinéa) ;

Vu le code électoral, notamment ses articles L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;

Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique, notamment son titre III ;

Vu la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 modifiée relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, notamment son article 23 ;

Vu la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 portant loi de finances pour 1993 ;

Vu le décret n° 92-1399 du 30 décembre 1992 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1993 au budget des charges communes ;

Vu le décret n° 93-216 du 5 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des départements pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 93-207 du 11 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 93-357 du 17 mars 1993 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée ;

Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 26 mai au 17 décembre 1993 relatives à la désignation des députés à l'Assemblée nationale, notamment la décision en date du 1^{er} juillet 1993 (22^e circonscription du Nord) et la décision en date du 7 octobre 1993 (6^e circonscription de Meurthe-et-Moselle) ;

Vu la publication générale des comptes de 1991 des partis et groupements politiques effectuée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques au *Journal officiel* du 20 février 1993 ;

Vu les décisions du Conseil d'Etat n° 154 941 et 158 332 du 9 novembre 1994 annulant les décrets n° 93-1218 du 4 novembre 1993 et n° 94-190 du 4 mars 1994 pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au premier alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susvisée pour la période comprise entre le 2 avril 1993 et le 31 décembre 1993 en application des premier et deuxième alinéas de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé à 217 500 000 F, ainsi qu'il ressort de l'annexe I au présent décret.

Art. 2. - La somme mentionnée à l'article 1^{er} est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe II au présent décret.

Art. 3. - Chacun des partis et groupements politiques figurant à l'annexe II doit faire connaître au ministre chargé du budget (1) le numéro de compte bancaire ou postal sur lequel devra être versée la somme qui lui est attribuée ainsi que l'identité du titulaire de ce compte.

Art. 4. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre du budget et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire.*

CHARLES PASQUA

Le ministre du budget,
NICOLAS SARKOZY

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer.*

DOMINIQUE PERBEN

(1) M. le directeur du personnel et de l'administration (télédoc 707),
120, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

ANNEXE I

MONTANTS DES AIDES ATTRIBUÉES AUX PARTIS
ET GROUPEMENTS POLITIQUES

1. Crédits inscrits au chapitre 37-04 (Financement des partis et groupements politiques) du budget des charges communes : 580 000 000 F.

2. Crédits répartis par le décret n° 93-357 du 17 mars 1993 sus-visé : 362 500 000 F.

3. Crédits restant à répartir (1-2) : 217 500 000 F.

ANNEXE II

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE PUBLIQUE

*Nombre de voix obtenues par des partis et groupements politiques
au premier tour des élections législatives générales de mars 1993*

	Nombre de candidats présentés	Nombre de voix prises en compte	Montant de l'aide publique en 1993 (en francs)
<i>II.- Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement outre-mer</i>			
- Front de libération de Polynésie	1	15.862	144.314,31
- Tahoeraa Huiraatira	1	15.776	143.531,87
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a Ia Ora	4	13.822	125.754,15
- Ai'a Api	3	11.087	100.870,80
- Tireo	2	2.593	23.591,41
- Ia Mana Te Nunaa	1	1.373	12.491,71
- Tomite Cérân-Oputu	2	862	7.842,58
- Te Hae Toa O Te Henua Enata	1	405	3.684,74
- Rassemblement des démocrates polynésiens	1	281	2.556,57
- Ecologiste	1	86	782,44

Décret n° 95-302 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre du budget et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu la Constitution, notamment ses articles 4 et 62 (2^e alinéa) ;

Vu le code électoral, notamment ses articles L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;

Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relative à la transparence financière de la vie politique, notamment son titre III ;

Vu la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994, notamment son article 107 ;

Vu le décret n° 93-216 du 5 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des départements pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 93-207 du 11 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 93-1377 du 30 décembre 1993 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1994 au budget des charges communes ;

Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 26 mai au 17 décembre 1993 relatives à la désignation des députés à l'Assemblée nationale, notamment la décision en date du 1^{er} juillet 1993 (22^e circonscription du Nord) et la décision en date du 7 octobre 1993 (6^e circonscription de Meurthe-et-Moselle) ;

Vu la communication adressée le 2 décembre 1993 au Premier ministre par le président de l'Assemblée nationale au nom du bureau en application des dispositions du cinquième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée ;

Vu la communication adressée le 21 décembre 1993 au Premier ministre par le président du Sénat au nom du bureau en application des dispositions du cinquième alinéa de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ;

Vu la lettre en date du 28 décembre 1993 par laquelle le groupement politique « Tomite Ceran Opuu » déclare s'être dissous ;

Considérant que, en conséquence, il n'y a pas lieu de maintenir le groupement politique « Tomite Ceran Opuu » sur la liste des partis attributaires de l'aide publique ;

Vu la publication générale des comptes de 1992 des partis et groupements politiques effectuée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques au *Journal officiel* du 24 février 1994 ;

Considérant qu'il résulte de l'examen des comptes des partis et groupements politiques par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques que la fédération départementale du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.) de la Drôme et le Parti communiste martiniquais n'ont pas déposé en 1993 de comptes réguliers auprès de la Commission nationale dans les délais impartis ; que, en application des articles 11-6 et 11-7 de la loi du 11 mars 1988 précitée, les partis et groupements politiques susvisés perdent en tout ou partie le droit, pour l'année 1994, au bénéfice des dispositions des articles 8 à 10 de la loi du 11 mars 1988 précitée ;

Vu la décision du Conseil d'Etat n° 158 332 du 9 novembre 1994 annulant le décret n° 94-190 du 4 mars 1994 pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée,

Décète :

Art. 1^{er}. - Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 susvisée est fixé, au titre de l'année 1994, à 264 949 830,42 F, ainsi qu'il ressort de l'annexe I au présent décret.

Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 88-227 susmentionnée du 11 mars 1988 est fixé à 264 949 830,42 F, ainsi qu'il ressort de l'annexe I au présent décret.

Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au troisième alinéa de l'article 9 de la loi n° 88-227 susmentionnée du 11 mars 1988 est fixé à 261 000 000 F, ainsi qu'il ressort de l'annexe I au présent décret.

Art. 2. - La somme mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe II au présent décret.

Art. 3. - La somme mentionnée au troisième alinéa de l'article 1^{er} est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe III au présent décret.

Art. 4. - Chacun des partis et groupements politiques figurant soit à l'annexe II, soit à l'annexe III, doit faire connaître au ministre chargé du budget (1) le numéro de compte bancaire ou postal sur lequel devra être versée la somme qui lui est attribuée ainsi que l'identité du titulaire de ce compte.

Art. 5. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre du budget et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

CHARLES PASQUA

*Le ministre du budget,
NICOLAS SARCOZY*

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,*

DOMINIQUE PERBEN

(1) M. le directeur du personnel et de l'administration (télédéc 707), 120, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

ANNEXE I

(1) Montant total de l'aide publique aux partis et groupements politiques inscrit en loi de finances pour 1993 et repris comme base théorique pour 1994 : 580 000 000 F.

(2) Montant théorique de chacune des deux fractions de l'aide publique : 290 000 000 F.

(3) Crédits inscrits au chapitre 37-04 (financement des partis et groupements politiques) du budget des charges communes : 526 500 000 F.

(4) Montant des crédits à répartir au titre de la première fraction de l'aide publique : 264 949 830,42 F.

Ce montant résulte du calcul suivant :

a) Pour chaque parti ou groupement politique représenté au Parlement :

$$A = \frac{290\,000\,000 \times n}{\Sigma n} \times 0,90$$

b) Pour chaque parti ou groupement politique non représenté au Parlement :

$$A = \frac{290\,000\,000 \times n}{\Sigma n} \times 0,95$$

A figure le montant de la première fraction de l'aide publique calculé pour 1994 pour le parti considéré ;

n représente le nombre de voix obtenues au premier tour des élections législatives de mars 1993 par les candidats ayant déclaré se rattacher à ce parti ;

Σn représente le nombre de voix retenues pour l'ensemble des partis et groupements attributaires au titre de 1994.

(5) Montant des crédits à répartir au titre de la seconde fraction de l'aide publique : 261 000 000 F.

$$(5) = (2) \times 0,9$$

(6) Montant des aides attribuées au titre de l'année 1994 : 525 949 830,42 F.

$$(6) = (4) + (5)$$

ANNEXE II

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA PREMIÈRE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE

	Suffrages obtenus	Montant de l'aide publique théorique pour 1994 (en francs)	Diminution retenue (en pourcentage)	Montant de l'aide publique définitive pour 1994 (en francs)
<i>II.- Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement outre-mer</i>				
- Front de libération de Polynésie	15.862	192.500,10	- 5	182.875,10
- Tahoeraa Huiraatira	15.776	191.456,41	- 10	172.310,77
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a Ia Ora	13.822	167.742,81	- 10	150.968,53
- Ai'a Api	11.087	134.551,04	- 5	127.823,49
- Tireo	2.593	31.468,46	- 5	29.895,04
- Ia Mana Te Nunaa	1.373	16.662,63	- 5	15.829,50
- Te Hae Toa O Te Henua Enata	405	4.915,05	- 5	4.669,30
- Rassemblement des démocrates polynésiens ..	281	3.410,20	- 5	3.239,69
- Ecologiste	86	1.043,69	- 5	991,51

ANNEXE III

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA SECONDE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE

Partis ou groupements politiques représentés au Parlement	Nombre de parlementaires ouvrant droit au versement de l'aide publique			Montant de l'aide publique attribuée pour 1994 (en francs)
	Assemblée nationale	Sénat	Total	
- Tahoeraa Huiraatira	1	0	1	297.605,47
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a Ia Ora	1	0	1	297.605,47

Décret n° 95-303 du 21 mars 1995 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre du budget et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu la Constitution, notamment ses articles 4 et 62 (2^e alinéa) ;

Vu le code électoral, notamment ses articles L.O. 128, L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;

Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relative à la transparence financière de la vie politique, notamment son titre III ;

Vu la loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994 portant loi de finances pour 1995 ;

Vu le décret n° 93-216 du 5 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des départements pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 93-207 du 11 février 1993 portant convocation des collèges électoraux des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 94-1173 du 29 décembre 1994 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1995 au budget des charges communes ;

Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 26 mai au 17 décembre 1993, relatives à la désignation des députés à l'Assemblée nationale, notamment la décision en date du 1^{er} juillet 1993 (22^e circonscription du Nord) et la décision en date du 7 octobre 1993 (6^e circonscription de Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 7 juillet 1993 au 15 mars 1994 déclarant inéligibles certains

candidats aux élections législatives de mars 1993 en application de l'article L.O. 128 du code électoral ;

Considérant que les formations suivantes :

- Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale ;
- Ecologiste,

par l'effet des décisions susmentionnées du Conseil constitutionnel déclarant inéligibles tous les candidats ayant souscrit en leur faveur, perdent tout droit à l'aide publique à compter de 1995 ;

Vu la publication générale des comptes de 1993 des partis et groupements politiques effectuée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques au *Journal officiel* du 19 novembre 1994 ;

Considérant qu'il résulte de l'examen des comptes des partis et groupements politiques par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques que les formations suivantes :

- Front de libération de Polynésie ;
- Parti communiste guadeloupéen ;
- Parti communiste martiniquais ;
- la Mana Te Nuna ;
- Combat ouvrier ;
- Groupe dialogue et démocratie ;
- Union des forces libérales de la Guyane ;
- Te Hae Toa Nui O Te Henua Enata ;
- Rassemblement des démocrates polynésiens ;
- Ecologiste,

doivent être regardées comme n'ayant pas satisfait à leurs obligations comptables et, en conséquence, perdent le bénéfice de l'aide publique pour 1995 ;

Vu la communication adressée le 5 décembre 1994 au Premier ministre par le président du Sénat au nom du bureau en application des dispositions du cinquième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée ;

Vu la communication adressée le 22 décembre 1994 au Premier ministre par le président de l'Assemblée nationale au nom du bureau en application des dispositions du cinquième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée,

Décète :

Art. 1^{er}. - Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé pour l'année 1995 à 526 500 000 F.

Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au premier alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée est fixé à 263 250 000 F.

Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au troisième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susmentionnée est fixé à 262 250 000 F.

Art. 2. - La somme mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} est répartie entre les partis et groupements politiques, conformément à l'annexe I au présent décret.

Art. 3. - La somme mentionnée au troisième alinéa de l'article 1^{er} est répartie entre les partis et groupements politiques, conformément à l'annexe II au présent décret.

Art. 4. - Chacun des partis et groupements politiques figurant soit à l'annexe I, soit à l'annexe II, doit faire connaître au ministre chargé du budget (1) le numéro de compte bancaire ou postal sur lequel devra être versée la somme qui lui est attribuée, ainsi que l'identité du titulaire de ce compte.

Art. 5. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre du budget et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

CHARLES PASQUA

Le ministre du budget,
NICOLAS SARKOZY

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,*

DOMINIQUE PERBEN

(1) M. le directeur du personnel et de l'administration (télédéc 707), 120, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

ANNEXE I

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA PREMIÈRE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE

	Nombre de voix obtenues en mars 1993	Nombre de voix obtenues par les candidats déclarés inéligibles	Nombre de voix à prendre en compte	Montant de l'aide publique pour 1995 (en francs)
<i>II.- Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement outre-mer</i>				
- Tahooraa Huiraatira	15.776	0	15.776	178.664,69
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a Ia Ora	13.822	0	13.822	156.535,46
- Ai'a Api	11.087	0	11.087	125.561,32
- Tireo	2.593	0	2.593	29.365,97

ANNEXE II

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA SECONDE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE

Partis ou groupements politiques représentés au Parlement	Nombre de parlementaires ouvrant droit au versement de l'aide publique			Montant de l'aide publique attribuée pour 1995 (en francs)
	Assemblée nationale	Sénat	Total	
- Tahoeraa Huiraatira	1	0	1	299.829,16
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a la Ora	1	0	1	299.829,16

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 384 CM du 6 avril 1995 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales.

NOR : SAE9401373AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 29 mars 1995,

Arrête :

Article 1er.— La composition et les règles de fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, instituée par la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994, sont fixées par les dispositions suivantes.

TITRE 1 : COMPOSITION DE LA COMMISSION

Art. 2.— La commission est ainsi composée :

Au titre du territoire :

- le ministre chargé de l'économie : président ;
- le ministre chargé de l'urbanisme : vice-président.

Au titre des élus locaux :

- un conseiller territorial, ou son suppléant désignés par l'assemblée territoriale ;

- le maire de la commune d'implantation du projet, ou son représentant.

Au titre des professionnels du commerce :

- deux membres du collège "commerce" de la chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers, ou leur suppléant, issus du même collège, nommés par arrêté du Président du gouvernement du territoire, sur proposition du président de cette chambre consulaire.

Au titre des intérêts des consommateurs :

- deux membres ou leur suppléant nommés par arrêté du Président du gouvernement du territoire.

Trois membres siégeant à titre consultatif :

- le chef du service de l'urbanisme ;
- le chef du service des affaires économiques ;
- le directeur de l'Institut territorial de la consommation ;

ou leur représentant.

Lorsqu'un membre de la commission perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé, celui-ci est démis de plein droit et est remplacé dans les mêmes formes.

TITRE 2 : FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Art. 3.— Le secrétariat de la commission est assuré par le service des affaires économiques qui est également chargé de l'instruction des dossiers.

Art. 4.— Les dossiers relatifs aux projets d'implantation de grandes surfaces commerciales sont déposés en deux exemplaires, contre avis de réception, au secrétariat de la commission. Si les dossiers sont incomplets, le secrétariat de la commission en avise le requérant en lui précisant les éléments faisant défaut.

Art. 5.— Le dossier établi par le requérant doit comporter les renseignements énumérés à l'annexe 1 du présent arrêté et les

pièces justificatives y afférentes. Les calculs de surface dont il s'agit à l'article 1er de la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 sont effectués conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 6.— Le service instructeur de deux mois à compter de la date de réception du dossier, ou de celle des éléments faisant défaut, pour établir un rapport sur le projet selon les modalités prévues par la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994.

Art. 7.— La commission se réunit au plus tard trois mois après la date de réception du dossier complet.

Le secrétariat de la commission transmet aux membres de la commission, au plus tard une semaine avant la date de la réunion, le rapport établi par le service des affaires économiques accompagné de la convocation. Le président, ou en cas d'empêchement, le vice-président, convoque la commission et arrête l'ordre du jour.

Art. 8.— Le secrétariat de la commission avertit le demandeur de la date et de l'heure de la réunion au cours de laquelle sa demande sera examinée. Le demandeur ou son mandataire a la possibilité de prendre préalablement connaissance du rapport précité au secrétariat de la commission, afin de pouvoir, en séance, éventuellement en discuter les analyses.

La commission aura l'obligation de l'entendre s'il en manifeste la demande.

TITRE 3 : DELIBERATIONS ET AVIS DE LA COMMISSION

Art. 9.— Bien que ses séances ne soient pas publiques, la commission peut entendre, sous réserve de l'accord du président de séance, toute personne, autre que le demandeur, dont l'audition lui paraît de nature à éclairer sa position. La commission délibère à huis clos.

Art. 10.— Les membres de la commission sont tenus de garder le secret tant sur les délibérations que sur les documents dont ils ont eu connaissance à l'occasion de leur fonction.

Art. 11.— Aucun membre ne peut délibérer dans une affaire où il a un intérêt personnel et direct ou s'il représente ou a représenté, depuis moins de deux ans, une des parties intéressées.

Art. 12.— La commission ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un des membres sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, le président convoque à nouveau la commission. Elle ne peut délibérer qu'à l'expiration d'un délai de 6 jours et dans les 30 jours qui suivent la date de la première réunion (dimanches et jours fériés inclus), sur le même ordre du jour et ce, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 13.— Le président et le vice-président pour lesquels il n'est pas prévu de suppléant peuvent se donner mutuellement procuration de vote.

Art. 14.— A l'issue des délibérations, le président propose un projet d'avis motivé traduisant la position de la majorité des

membres de la commission. Ce projet d'avis est soumis à un vote à main levée et doit recueillir la majorité relative. En cas d'égalité des votes, le projet d'avis est approuvé.

Le président proclame le sens du vote émis par chacun des membres.

Art. 15.— Il est dressé un compte-rendu des délibérations qui indique l'avis motivé de la commission et le sens du vote émis par chacun des membres.

Ce compte-rendu est transmis au conseil des ministres qui statue sur la demande au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la réunion de la commission.

TITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16.— La décision du conseil des ministres est notifiée au demandeur. L'autorisation est publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 17.— Si le projet présenté a subi de substantielles modifications :

- entre sa date de dépôt et son examen par la commission : celle-ci prononce son rejet. S'il le désire, le demandeur peut alors déposer un nouveau dossier au secrétariat de la commission ;
- après délivrance de l'autorisation : une nouvelle demande doit être présentée. Les renseignements fournis à l'appui de cette demande sont limités à la description des modifications envisagées et à leur incidence sur les prévisions en matière d'emploi et de chiffre d'affaires.

Art. 18.— Sont abrogés les arrêtés :

- n° 224 CM du 20 février 1990 portant fonctionnement de la commission territoriale d'implantation des grandes surfaces commerciales ;
- n° 225 CM du 20 février 1990 modifié relatif à la composition de la commission territoriale d'implantation des grandes surfaces commerciales ;
- n° 227 CM du 20 février 1990 relatif aux critères économiques sur lesquels la commission territoriale d'implantation des grandes surfaces commerciales fonde ses avis ;
- et n° 225 CM du 24 mars 1993 portant désignation des membres de la commission territoriale d'implantation des grandes surfaces commerciales.

Art. 19.— Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des ports et le ministre de l'économie et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'économie
et des transports,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de l'équipement,
de l'urbanisme, de l'énergie
et des ports,*
Gaston TONG SANG.

ANNEXE 1

à l'arrêté n° 384 CM du 6 avril 1995 fixant le contenu de la demande d'autorisation d'implantation des grandes surfaces commerciales.

I - Informations relatives au demandeur

1.1 : Identité du demandeur :

- dans le cas d'une personne physique : nom, prénom, adresses géographique et postale, téléphone, télécopie ;
- dans le cas d'une personne morale :
 - raison sociale, forme juridique, adresse postale et géographique, téléphone et télécopie ;
 - immatriculation au R.C., n° Tahiti ;
 - objet social.

1.2 : Qualité en laquelle le demandeur agit :

- exploitant ou futur exploitant ;
- propriétaire ou futur propriétaire des constructions ;
- promoteur.

2 - Informations sur les conditions de réalisation du projet

Présentation pour le terrain ou l'ensemble des parcelles le composant :

- du titre de propriété de l'immeuble concerné (p.e : promesse de vente) ;
- et/ou du titre habilitant à construire (p.e : autorisation du propriétaire) ;
- et/ou du titre habilitant à exploiter commercialement (p.e : bail commercial).

3 - Informations relatives au projet

3.1 : Localisation : commune d'implantation, adresse

3.2 : Description du projet

3.2.1 : Projet portant sur la création d'un magasin de commerce de détail :

- surface globale du projet : surface hors œuvre, surface de vente ;
- composition du projet : répartition des surfaces hors œuvre et de vente.

3.2.2 : Projet portant sur l'extension d'un magasin de commerce de détail :

- nature de l'activité du magasin dont l'extension est envisagée ;
- surface de vente existante et surface envisagée ;
- pour les magasins non spécialisés : répartition des surfaces de vente existantes et projetées par département ou rayon.

3.2.3 : Projet portant sur la modification substantielle d'un projet déjà autorisé :

- description du projet autorisé, des modifications envisagées, du projet après modifications.

3.2.4 : Autres renseignements :

- si le projet s'intègre dans un ensemble commercial existant : liste des magasins de cet ensemble et leurs surfaces de vente respectives ;

- parc de stationnement : surface ou nombre de places ;
- activités annexes éventuelles n'entrant pas dans le champ d'application de la réglementation (cafétéria, restaurants ...) ;
- la liste des magasins exploités sous cette enseigne dans le territoire.

3.3 : Emplois créés :

- nombre d'emplois créés ;
- répartition des emplois :
 - cadres, agents de maîtrise, employés et techniciens ;
 - contrats locaux et contrats expatriés ;
- en cas d'extension, précisions sur les effectifs existants.

4 - Informations relatives à l'étude de marché

4.1 : Délimitation et population de la zone de chalandise :

- population totale de la zone de chalandise et par communes concernées ;
- justification éventuelle de cette délimitation.

4.2 : Equipement commercial de la zone de chalandise :

4.2.1 : Pour les projets de magasin non spécialisé (hypermarché, supermarché, grand magasin ...) : recensement de l'ensemble des magasins non spécialisés de plus de 100 m² en précisant leur enseigne et leur surface de vente.

4.2.2 : Pour les projets de magasin spécialisé : recensement des magasins spécialisés de même nature et des magasins non spécialisés de plus de 600 m² pour l'île de Tahiti et de plus de 300 m² pour les autres îles du territoire, disposant de rayons de même nature en précisant leur enseigne et leur surface de vente.

4.3 : Chiffres d'affaires prévisionnels :

- chiffre d'affaires global attendu de la réalisation ;
- pour des projets portant sur des extensions :
 - chiffres d'affaires des 3 derniers exercices connus et évolution et, pour les magasins non spécialisés, répartition par département ou par rayon ;
 - chiffre d'affaires supplémentaire attendu par la réalisation et, pour les magasins non spécialisés, répartition par département ou par rayon.

ANNEXE 2

à l'arrêté n° 384 CM du 6 avril 1995 pour l'application des dispositions de l'article 1er de la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994, il est précisé que :

I - La surface de plancher prise en considération est la surface hors œuvre nette.

Elle est obtenue de la manière suivante :

1°) En déduisant de la surface de plancher hors œuvre brute, égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de construction :

- les surfaces de plancher des combles et sous-sols non aménageables à usage de commerce ;
- les surfaces de plancher affectées au stationnement des véhicules ;

- les surfaces des locaux affectés à des activités exclues du champ d'application de l'article 1er de la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994.

2°) En incluant à cette surface de plancher hors œuvre brute les surfaces :

- des allées de circulation desservant des commerces indépendants faisant partie d'un centre commercial ou d'une galerie marchande ;
- de l'ensemble des locaux concourant à l'activité du commerce de détail (vente, réserves, bureaux, sanitaires ...).

II - La surface de vente est la surface totale des locaux dans lesquels la marchandise est exposée et où la clientèle est autorisée à accéder en vue d'y effectuer des achats, y compris la surface au sol des vitrines d'exposition et des espaces internes de circulation et de présentation.

Font donc partie de la surface de vente :

- la zone située entre les caisses et les portes de sortie d'un établissement commercial ;
- les surfaces extérieures d'un magasin, telles que jardineries, surfaces affectées aux ventes de matériaux, comptoirs mobiles, dès lors que ces surfaces sont librement accessibles au public et que des marchandises destinées à la vente y sont exposées ;
- le local de stockage de cartons vides laissés à la disposition de la clientèle, dès lors que ce local est accessible au public ;
- les surfaces consacrées à la vente de carburant, correspondant à l'aire de distribution, augmentées de la surface du local où s'effectue le paiement.

ARRETE n° 386 CM du 7 avril 1995 complétant et modifiant l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1024 AT du 15 mars 1985 portant création d'une indemnité mensuelle allouée aux commissaires de gouvernement auprès des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 relative à la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement et notamment ses articles 27, 28 et 45 ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— La liste des délibérations des conseils d'administration exécutoires de plein droit, figurant à l'article 12 de l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 susvisé, est complétée comme suit :

- dans les limites fixées par l'arrêté portant organisation de chaque établissement public : décisions individuelles de subventions ou d'aides.

Art. 2.— 1. Le membre de phrase "et revêtus de la certification du caractère exécutoire" figurant *in fine* de l'article 16 de l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 susvisé, est abrogé.

2. L'article 16 de l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 susvisé, est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

"Le directeur de l'établissement public certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des délibérations exécutoires de plein droit et définies à l'article 12 ci-dessus."

Art. 3.— Les ministres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le vice-président,
ministre de la santé et de l'habitat,*
Michel BUILLARD.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de la mer,
du développement des archipels,
des affaires foncières
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre de la solidarité,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et des lois du travail,*
Raymond VAN BASTOLAER.

*Le ministre de l'équipement,
de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Nicolas SANQUER.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,
Noa TETUANUI.*

*Le ministre de l'économie et des transports,
Georges PUCHON.*

*Le ministre de l'environnement,
de la culture, de l'artisanat traditionnel
et de la recherche scientifique,
Patrick HOWELL.*

ARRETE n° 395 CM du 7 avril 1995 relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.)".

NOR : FE19500312AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.)" ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 modifiée relative à la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1415 CM du 14 décembre 1990 relatif à la représentation du personnel au sein du conseil d'administration des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— L'organisation et les règles de fonctionnement du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.), établissement public à caractère administratif créé par délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée, sont fixées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) a son siège à Papeete.

Titre Ier - Conseil d'administration

Art. 2.— Composition

Le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) est administré par un conseil d'administration composé de onze membres disposant chacun d'une voix délibérative :

- le ministre chargé du développement des archipels	<i>Président</i>
- le ministre chargé de l'équipement	<i>Vice-président</i>
- le ministre chargé des finances	<i>Membre</i>
- le ministre chargé de l'économie	<i>Membre</i>
- le ministre chargé de l'agriculture	<i>Membre</i>
- le ministre chargé de la solidarité	<i>Membre</i>
- le ministre chargé de la jeunesse	<i>Membre</i>
- quatre conseillers territoriaux	<i>Membres</i>

Assistent également aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative :

- le directeur du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) ;
- l'agent-comptable auprès de l'établissement ou son représentant ;
- le chef du service de l'administration et du développement des archipels ou son représentant ;
- le commissaire de gouvernement auprès de l'établissement ;
- deux maires désignés par le Syndicat pour la promotion des communes (S.P.C.) ;
- le délégué du personnel.

Les quatre conseillers territoriaux sont désignés par l'assemblée territoriale de la Polynésie française, à raison d'un par archipel autre que celui des îles du Vent. L'assemblée territoriale désigne, dans les mêmes conditions, quatre membres suppléants appelés à siéger en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire.

Le mandat des membres désignés du conseil d'administration expire de plein droit en même temps que celui qu'ils détiennent des collectivités qu'ils représentent.

Art. 3.— Fonctionnement

Le conseil d'administration tient séance sur convocation de son président au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige.

L'ordre du jour des réunions est arrêté, après consultation du directeur, par le président du conseil d'administration. La convocation doit parvenir aux administrateurs cinq jours au moins avant la date du conseil.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des membres en exercice ayant voix délibérative sont présents ou représentés.

Toutefois, si le quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, le conseil d'administration peut délibérer valablement dans les quatre jours qui suivent la date de la réunion précédente et ce, quel que soit le nombre des membres délibérants présents.

Un administrateur excusé ne peut déléguer sa voix qu'à un autre administrateur. Chaque membre délibérant ne peut être porteur que d'un seul mandat.

En cas de partage égal des voix, celle du président du conseil d'administration est prépondérante.

Les fonctions de président et de membre du conseil d'administration sont gratuites et incompatibles avec tout emploi rémunéré par l'établissement.

Le président peut inviter toute personne compétente à assister avec voix consultative aux séances du conseil d'administration.

Art. 4.— *Attributions du conseil d'administration*

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir les actes nécessaires à l'exécution des missions du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.).

Il délibère :

- a) sur le règlement intérieur du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) ;
- b) sur les règles internes de fonctionnement, et notamment sur les modes de scrutin concernant des matières non régies par le présent statut ;
- c) sur le budget annuel du Fonds d'entraide aux îles et sur les actes modificatifs de celui-ci ;
- d) sur les tarifs des prestations et services rendus par le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) ;
- e) sur les actes de gestion patrimoniale concernant notamment les acquisitions, locations, prises à bail ou aliénations immobilières, l'acceptation des dons et legs. Les dons et legs avec charges sont soumis à l'accord préalable du conseil des ministres ;
- f) sur les prises de participation ;
- g) dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur, sur les mesures d'intervention (aides, subventions...) du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) au profit de personnes physiques et morales.

Il autorise la passation des marchés de travaux ou de fournitures lorsque ceux-ci doivent, aux termes de la réglementation des marchés publics du territoire, être soumis à l'avis de la commission consultative des marchés.

Il habilite le président du conseil d'administration à engager ou soutenir les actions en justice relatives à la défense des intérêts moraux et patrimoniaux du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.).

Art. 5.— *Commission permanente*

Le conseil d'administration peut déléguer, par délibération, tout ou partie des attributions définies à l'article 4 ci-dessus, sauf en ce qui concerne l'adoption du budget, à une commission permanente composée comme suit, pour ses membres ayant voix délibérative :

- le président du conseil d'administration *président ;*
- trois ministres *membres ;*
- deux conseillers territoriaux *membres.*

Les ministres et les conseillers territoriaux sont désignés en son sein par le conseil d'administration.

Participent également de plein droit aux séances de la commission permanente, et dans les mêmes conditions de vote, les membres à voix consultative du conseil d'administration.

Les modalités de convocation de la commission permanente, de quorum, de délégation de voix sont conformes aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 6.— Les délibérations du conseil d'administration ou de la commission permanente prises en forme simplifiée sont individualisées et jointes aux procès-verbaux signés du président du conseil d'administration et d'un administrateur.

Elles sont exécutoires dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A cet égard, les décisions individuelles de subventions ou d'aides exécutoires de plein droit sont plafonnées à quatre cent mille francs Pacifique (400.000 F CFP).

Art. 7.— *Pouvoirs propres au président du conseil d'administration*

Le président du conseil d'administration exerce une haute autorité sur l'ensemble des actes et des opérations du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.).

Art. 8.— *Le commissaire du gouvernement*

L'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) est suivie par un commissaire du gouvernement nommé par arrêté pris en conseil des ministres.

Il exerce ses attributions dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Titre II - *Du personnel*

Art. 9.— Le fonctionnement du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) est assuré :

- par du personnel des cadres de l'Etat, du territoire de la Polynésie française ou d'une autre collectivité publique placé en position de détachement ou, à titre exceptionnel, mis à sa disposition. Ces personnels demeurent, dans tous les cas, soumis aux dispositions de leur statut d'origine et bénéficient du régime de rémunération propre à leur cadre ;
- par du personnel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (C.C.A.N.F.A.).

Art. 10.— *Du directeur*

Le directeur du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) est nommé par arrêté pris en conseil des ministres.

Le conseil d'administration peut nommer, par délibération, un directeur adjoint.

Art. 11.— *Attributions*

Sous la haute autorité du président du conseil d'administration, le directeur du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) est chargé de l'application des délibérations du conseil d'administration et de la commission permanente. Il assure la marche d'ensemble de l'établissement.

Le directeur engage le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) vis-à-vis des tiers par sa signature.

Avec l'accord du président du conseil d'administration, dans la limite des postes ouverts au budget, le directeur pourvoit aux emplois de l'établissement.

Il nomme les agents et peut, selon les cas, soit les remettre à la disposition de leur administration d'origine, soit les licencier. Il exerce à leur égard le pouvoir disciplinaire.

Il est ordonnateur des recettes et dépenses du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.).

Il représente le Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) en justice et dans tous les actes de la vie civile, par délégation du président du conseil d'administration.

Il rend compte de son activité dans un rapport annuel au conseil d'administration qui, après en avoir délibéré, le transmet au conseil des ministres.

Le directeur adjoint peut recevoir du directeur toute délégation jugée nécessaire en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Titre III - Régime budgétaire, financier et comptable

Art. 12.— Les opérations relatives au budget et à la gestion financière et comptable de l'établissement sont effectuées conformément aux dispositions de la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 modifiée.

Titre IV - Dispositions diverses

Art. 13.— Sont abrogées, les dispositions de la décision et des arrêtés suivants :

- n° 1174 CG du 19 juin 1984 ;
- n° 1078 CM du 4 novembre 1985 ;
- n° 387 CM du 21 avril 1988 ;
- n° 548 CM du 27 avril 1989 ;
- n° 29 CM du 8 janvier 1992 ;
- n° 1182 CM du 20 décembre 1993.

Art. 14.— Le ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
du développement des archipels,
des affaires foncières
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 396 CM du 7 avril 1995 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'Hôtellerie de Tahiti, les dispositions de l'avenant du 27 octobre 1994 à la convention collective dudit secteur d'activité et portant sur différentes dispositions relatives à ladite convention collective.

NOR : TLS9300489AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, et notamment les dispositions de l'article 15 ;

Vu la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative aux conventions et accords collectifs de travail ;

Vu l'arrêté n° 1016 TLS du 15 octobre 1982 portant extension des dispositions de la convention collective du travail de l'Hôtellerie de Tahiti ;

Vu l'avenant du 27 octobre 1994 à la convention collective de l'Hôtellerie de Tahiti ;

Vu la consultation des organisations syndicales professionnelles publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 9 mars 1995 (page 560) ;

Vu l'absence d'observations dans le délai légal ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'avenant du 27 octobre 1994, portant sur différentes dispositions relatives à la convention collective prises par la commission mixte de l'Hôtellerie de Tahiti, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 9 mars 1995 (page 560), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'Hôtellerie de Tahiti.

Art. 2.— Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

Art. 3.— Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail est chargé de l'exé-

cution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la solidarité,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et des lois du travail,*

Raymond VAN BASTOLAER.

ARRETE n° 397 CM du 7 avril 1995 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'Hôtellerie des îles, les dispositions de l'avenant du 27 octobre 1994 à la convention collective dudit secteur d'activité et portant sur différentes dispositions relatives à ladite convention collective.

NOR : TLS8500490AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, et notamment les dispositions de l'article 15 ;

Vu la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative aux conventions et accords collectifs de travail ;

Vu l'arrêté n° 1015 TLS du 15 octobre 1982 portant extension des dispositions de la convention collective du travail de l'Hôtellerie des îles ;

Vu l'avenant du 27 octobre 1994 à la convention collective de l'Hôtellerie des îles ;

Vu la consultation des organisations syndicales professionnelles publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 9 mars 1995 (page 562) ;

Vu l'absence d'observations dans le délai légal ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'avenant du 27 octobre 1994, portant sur différentes dispositions relatives à la conven-

tion collective prises par la commission mixte de l'Hôtellerie des îles, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 9 mars 1995 (page 562), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'Hôtellerie des îles.

Art. 2.— Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

Art. 3.— Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la solidarité,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et des lois du travail,*

Raymond VAN BASTOLAER.

ARRETE n° 401 CM du 7 avril 1995 définissant les conditions d'application de la délibération n° 95-54 AT du 24 mars 1995 instituant une aide au retrait des véhicules âgés de plus de dix (10) ans.

NOR : TTT8500497AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-26 AT du 3 mars 1980 modifiée instituant la taxe de mise en circulation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale de la circulation routière en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-154 AT du 9 décembre 1994 approuvant le budget du territoire pour 1995 ;

Vu la délibération n° 95-59 AT du 24 mars 1995 portant modification n° 1 du budget du territoire, exercice 1995 ;

Vu la délibération n° 95-54 AT du 24 mars 1995 instituant une aide au retrait des véhicules âgés de plus de dix (10) ans en Polynésie française ;

Vu la décision n° 60 AE du 21 janvier 1983 modifiée relative à l'information et à la protection du consommateur dans le domaine de la commercialisation des véhicules automobiles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Titre Ier - Dispositions générales

Article 1er.— Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions et les limites d'application de la délibération n° 95-54 AT du 24 mars 1995 instituant une aide au retrait des véhicules âgés de plus de dix (10) ans.

Art. 2.— Jusqu'au 31 décembre 1995, le nombre de véhicules admis au bénéfice de l'aide est fixé à deux cents unités (200).

Le service territorial des transports terrestres est chargé du suivi du quota indiqué à l'alinéa ci-dessus. Il tient informé les concessionnaires-importateurs de l'état de consommation dudit quota.

Titre II - Des critères d'éligibilité au bénéfice de l'aide

Art. 3.— Au moment de l'acquisition du véhicule neuf, si l'acheteur entend bénéficier de l'aide au retrait, ce dernier doit, en même temps que la présentation de son ancien véhicule, fournir au concessionnaire-importateur, avec une pièce d'identité, les documents suivants :

- l'original de la carte grise de son ancien véhicule mentionnant que la date de première mise en circulation est antérieure au 31 décembre 1985 ; cet original est barré par le propriétaire et il porte de sa main, en toutes lettres, la mention "cédé pour destruction le" suivie de la date et de sa signature ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité ;
- le certificat de non-gage.

Le concessionnaire-importateur fait signer au client une attestation mentionnant le prix d'achat du véhicule neuf, la réduction consentie par le concessionnaire et l'aide accordée par le territoire.

Art. 4.— L'ensemble des documents énumérés à l'article 3 ci-dessus est déposé au service territorial des transports terrestres qui délivre au concessionnaire-importateur une attestation de retrait de la circulation du véhicule repris, conforme au modèle en annexe 1 du présent arrêté. (1)

Art. 5.— Par "véhicule en état de marche" tel que prévu à l'article 5 de la délibération précitée, on entend un véhicule équipé de tous les éléments nécessaires à son utilisation normale et capable de se déplacer par ses propres moyens.

Art. 6.— Une fois la vente du nouveau véhicule réalisée, le concessionnaire-importateur procède au retrait de tout signe d'identification du moteur et du châssis de l'ancien véhicule. Il conserve ledit véhicule à la disposition des services de la direction de l'équipement qui est chargée de son enlèvement en vue de sa destruction.

Titre III - Du remboursement de la quote-part du territoire

Art. 7.— Le remboursement de la quote-part du territoire est subordonné à la production, par le concessionnaire-importateur,

d'un état attestant de la vente d'un véhicule neuf sur lequel sont portées les mentions stipulées au dernier alinéa de l'article 3 ci-dessus.

Art. 8.— Cet état accompagné de l'attestation citée à l'article 4 ci-dessus est déposé au service des domaines et de l'enregistrement pour liquidation de l'aide du territoire.

Art. 9.— Cette dépense est imputable au budget général du territoire, exercice 1995, chapitre 960, sous-chapitre 960.10, article 651.05.

Titre IV - Approbation de la convention type et habilitation du Président du gouvernement à la signer

Art. 10.— Les termes de la convention type jointe en annexe 2 du présent arrêté sont approuvés. (1)

Le Président du gouvernement est habilité à signer cette convention chaque fois qu'un concessionnaire-importateur en sollicite le bénéfice.

Art. 11.— Le ministre des finances et des réformes administratives, le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des ports et le ministre de l'économie et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'équipement,
de l'urbanisme, de l'énergie
et des ports,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'économie
et des transports,*
Georges PUCHON.

(1) L'annexe et la convention peuvent être consultées au service territorial des transports terrestres.

ARRETE n° 403 CM du 10 avril 1995 fixant la forme et le contenu du registre de bord et de la déclaration fiscale annuelle d'activités des navires titulaires d'une licence de navigation charter.

NOR : DD19500491AG

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 portant organisation de la navigation charter en Polynésie française, et notamment ses articles 4 et 53 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions des articles 4 et 53 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995, les exploitants titulaires d'une licence de navigation charter doivent, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, pour chaque navire licencié :

- ouvrir un registre de bord "charter" sur lequel est inscrite chaque navigation effectuée pendant l'année civile sous le régime fiscal du charter. Ce registre coté et paraphé est, préalablement à sa mise en service, visé par le bureau de douane, service de la navigation, B.P. 9006, Motu Uta, Papeete ;
- établir une déclaration fiscale annuelle d'activités.

Ces deux documents doivent être conformes aux modèles repris en annexes 1 et 2 du présent arrêté. (1)

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

(1) Ils peuvent être consultés à la direction des douanes et droits indirects.

ARRETE n° 404 CM du 10 avril 1995 fixant la liste des matériels exonérés du droit fiscal d'entrée destinés à certains navires charter.

NOR : DD19500492AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 portant organisation de la navigation charter en Polynésie française, et notamment son article 12 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 12 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995, l'exonération du droit fiscal d'entrée dont bénéficient les navires charter licenciés "grande plaisance" ou "professionnel", mis à la consommation dans le territoire, s'applique aux matériels repris dans la liste annexée au présent arrêté, pendant toute la durée de leur exploitation au charter.

Art. 2.— Pour les matériels repris à la position *k* de la liste annexée, si plus d'une annexe doit être mise à bord, une autorisation préalable devra être délivrée par le chef du service de la navigation et des affaires maritimes.

La durée de vie d'une annexe ne doit pas être inférieure à cinq ans : sa perte ou destruction dans un délai inférieur devra donner lieu à la production d'un certificat d'avarie ou de destruction visé du chef du service de la navigation et des affaires maritimes ou du commandant de la brigade de gendarmerie compétent.

Art. 3.— Pour les matériels repris aux positions *l* et *m* de la liste annexée, une attestation de mise à bord devra être produite à l'appui de la déclaration de mise à la consommation.

Art. 4.— L'exonération est accordée lors de l'importation des marchandises au vu de la production d'une copie de la licence de navigation charter, attestée en cours de validité par le chef du service de la navigation et des affaires maritimes, et d'un engagement écrit du propriétaire ou de l'exploitant dudit navire certifiant que les pièces importées seront bien incorporées à bord du navire désigné sur la licence.

Art. 5.— Le délai de non-cession de ces marchandises, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, est fixé à trois années par application des dispositions de l'arrêté n° 1076 D du 5 avril 1966.

Art. 6.— L'arrêté n° 957 CM du 20 août 1992 est abrogé.

Art. 7.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ANNEXE N° 1

LISTE DES MATÉRIELS

a - Matériel de pont

Mâts, gréements, câbles, élingues en fer ou en acier, bittes, chaumards, hublots, portes étanches, taquets, treuils, winches et leurs manivelles, enrouleurs de voiles, pouliage, ridoirs, vannes et passe-coques, ancres, grappins, chaînes de mouillage, balcons, chandeliers, filières, rail de fargue, échelle de bain, pare-battages, manilles, capots de pont et tous leurs accessoires et pièces détachées.

b - Matériel de machine

Moteurs de propulsion, convertisseurs, pompes, compresseurs, motocompresseurs, arbres de transmission, engrenages, réducteurs, organes d'accouplement, paliers et coussinets, vilebrequin, arbre à came, poulies, volants, injecteurs, turbines et kits d'entretien de pompes, filtres, courroies, inverseurs (boîte et manette), réservoirs à eau et à gazole, ainsi que tous leurs accessoires et pièces détachées.

*c - Appareil de timonerie et de gouverne et leurs pièces détachées**d - Matériel électrique*

Démarrateurs, alternateurs, groupes électrogènes, câbles isolés électriques, moteurs électriques, guindeaux, batteries, lampes et ampoules, interrupteurs, relais, télécommandes, feux de signalisation, tout appareil d'instrumentation relié au moteur, panneaux solaires, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

e - Matériel hydraulique

Treuils, pompes, tuyauteries, propulseurs d'étraves et leurs accessoires et pièces détachées.

f - Matériel d'aide à la navigation

Echo-sondeurs, radars, radio-gonio, anémomètres, lochs, speedomètres, radios marines VHF et BLU, pilotes automatiques, girouettes, compas fixes et de relèvement, jumelles, cartes marines, baromètres et barographes, horloges de bord, tous types de positionneurs par ou sans satellites, tables traçantes, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

g - Toutes pièces de bois

Bois bruts ou finis, tecks, contre-plaqué marine, stratifiés.

h - Matériel de sécurité

Canots de survie, fusées, extincteurs, balises Cospas-Sarsat, bouées, couronne ou fer à cheval, feux à retournement, pharmacies de bord, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

i - Voiles et tissus à voile

Capotes et cagnards de tous types ainsi que leur structure tubulaire, tissus à bimini, tissus traités anti-UV, sangles de renfort, ainsi que tous cordages.

j - Matériel sanitaire marin

W.-C. marins, pompes manuelles et électriques, tuyauterie et matériel de plomberie, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

k - Annexes et moteurs hors-bord

Annexes rigides ou pneumatiques équipés ou non d'un moteur hors-bord dont la puissance ne devra excéder 35 chevaux, y compris leurs accessoires et pièces détachées.

l - Matériel d'exploitation hôtelière charter

Literie, linge de salle de bain, torchons et serpillières, vaisselle, appareils et ustensiles de cuisine, barbecues.

m - Appareils frigorifiques

Appareils de réfrigération ou de congélation, appareils à faire des glaçons, appareils de conditionnement d'air ainsi que leurs tuyauteries, accessoires et pièces détachées.

n - Produits de maintenance

Peintures anti-fouling, peintures marines, résines époxydes et polyester, tissus de verre, colles, produits de nettoyage pour boiseries, teck, coque, pont, polishes, antioxydants, décapants, papiers de verre, mastics et enduits.

o - Quincaillerie

Visserie ou boulonnerie en inox ou bronze, tiges filetées, serrures, cadenas, paumelles, clouteries.

p - Dessalinisateurs

Appareils de dessalinisation, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

NOR : DOM9500437AC

Par arrêté n° 377 CM du 6 avril 1995.— Est constatée la déchéance de la concession temporaire du domaine public à charge de remblais d'une superficie de 740 m² accordée au profit de M. Ah Song Ching Shing Chong, l'emplacement n'ayant pas été remblayé dans le délai de trois ans.

Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques avec mention en marge de l'acte transcrit le 15 décembre 1988, volume 1570, n° 5.

NOR : DOM9500438AC

Par arrêté n° 378 CM du 6 avril 1995.— M. Jean Materouru est autorisé à occuper un emplacement du domaine public maritime à charge de remblais d'une superficie de 1.208 m² sis au droit de la terre Vaianae 1 à Haapiti, commune de Moorea-Maiao.

Et tel que cet emplacement figure au plan topographique dressé le 6 avril 1993 par M. Jean-Michel Petit, ingénieur géomètre, joint au dossier.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblais et pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Condition particulière

Le concessionnaire est tenu d'établir et entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de 3 mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public et des surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *deux cent quarante et un mille six cents francs CFP* (241.600 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

NOR : DOM9500439AC

Par arrêté n° 379 CM du 6 avril 1995.— Est accordée aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblais et pour une durée de neuf (9) années consécutives, au profit de M. Alain Loussan, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie totale de 1.180 m² comprenant une parcelle de 330 m² remblayée, sis au droit de la terre Atitupahu 2 (procès-verbal de bornage n° 57), section de Nunue, commune de Bora Bora.

Et tel que le tout figure au plan de M. André Anding daté de juin 1983, joint au dossier.

Condition particulière

Le concessionnaire est tenu d'établir et entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public et des surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle d'occupation temporaire est fixée à *cent dix-huit mille francs CFP* (118.000 F CFP) payable à compter de la date du présent arrêté pour la totalité de l'emplacement concédé.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

S'agissant d'une régularisation pour la parcelle remblayée de 330 m², le concessionnaire devra s'acquitter d'une pénalité d'un montant total de *quatre-vingt-dix-neuf mille francs CFP* (99.000 F CFP) correspondant aux trois dernières années précé-

dant l'autorisation et payable au moment de la signature de l'acte d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

NOR : DOM9500448AC

Par arrêté n° 380 CM du 6 avril 1995.— Sont autorisés au profit de la société Total Polynésie pour sa station-service de distribution d'hydrocarbures :

1) le renouvellement de l'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 55,30 m² sise dans le port de Tapuamu à Tahaa ;

2) l'occupation temporaire d'une parcelle complémentaire d'une superficie de 585 m² sise de part et d'autre, de la parcelle sus-désignée, pour l'extension de la station-service.

Tels que ces emplacements figurent sur le plan établi par M. Jerry Lehartel le 28 octobre 1994 et détenu par le service des domaines.

Les aménagements seront subordonnés à la délivrance des autorisations conformément à la réglementation en la matière.

Ces occupations sont consenties aux clauses et conditions stipulées à l'acte administratif du 19 mai 1983 et,

1) en ce qui concerne la parcelle de 55,30 m² pour une nouvelle période de neuf (9) années consécutives pour compter du 13 avril 1992 ;

2) en ce qui concerne la parcelle complémentaire pour une période de six (6) années consécutives pour compter du 13 avril 1995,

les deux occupations arrivant ainsi à terme le 12 avril 2001.

La redevance annuelle globale est fixée à *un million soixante-dix mille cinq cent dix-sept francs CFP* (1.070.517 F CFP) à compter de la prochaine échéance, soit le 13 avril 1995.

L'arrêté n° 864 CM du 1er septembre 1994 est rapporté.

NOR : DOM9500448AC

Par arrêté n° 381 CM du 6 avril 1995.— Est autorisée au profit de la S.A.R.L. Archipels croisières l'occupation temporaire d'une parcelle de 65 m² du domaine public dépendant du port de Taiohae, Nuku Hiva, aux fins de construction d'un bâtiment destiné à servir de base aux navires de la société, dont M. Profit est le gérant, avec possibilité d'activités annexes.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan détenu par le service des domaines.

La présente autorisation est consentie pour une durée de 9 ans moyennant une redevance annuelle de *treize mille francs CFP*

(13.000 F CFP) révisable tous les ans par référence à l'arrêté pris en conseil des ministres pour fixer le taux maximum de révision des loyers à usage professionnel.

La construction prévue ci-dessus devra être réalisée dans le délai d'un an et dans le même style architectural que les bâtiments construits par le territoire.

NOR : DOM9500449AC

Par arrêté n° 382 CM du 6 avril 1995.— Les associations syndicales des lotissements "Aivi Matie" et "Papetaria 2" sont autorisées à occuper un emplacement du domaine public routier de 42 m² sis aux abords de la route de désenclavement desservant les propriétés respectives de Mme Marguerite Liu-Bouloc et M. Gérard Coppenrath à Faava.aa.

Et tel qu'il figure au plan dressé le 5 juillet 1994 (dossier 61-94) par le bureau d'études de la S.A.R.L. Topo Pacifique.

Cette occupation est autorisée sous les réserves et conditions suivantes que les associations syndicales des lotissements "Aivi Matie" et "Papetaria 2" s'engagent à respecter :

- 1 - l'emplacement accordé à titre gratuit sera exclusivement réservé à l'aménagement d'une aire de stockage de poubelles de leurs propriétaires respectifs ;
- 2 - cet emplacement devra être délimité en partie par une clôture solide afin d'éviter toute chute accidentelle des poubelles en surplomb de la route de dégagement Ouest ;
- 3 - la clôture devra être masquée par une haie vive ;
- 4 - les associations syndicales des lotissements "Aivi Matie" et "Papetaria 2" assureront à leurs frais et charges l'entretien de l'emplacement concédé et ses abords ;
- 5 - enfin, elles feront leur affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdisent à cet égard tout recours contre le territoire.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous les dommages et intérêts.

NOR : SAE9500485AC

Par arrêté n° 383 CM du 6 avril 1995.— La "redevance" perçue par la société d'économie mixte du port de pêche de Papeete, exploitant du marché d'intérêt territorial des produits de la mer, est composée des trois éléments suivants :

- la cotisation d'accréditation des acheteurs ;
- la redevance d'usage du marché d'intérêt territorial ;
- la redevance d'équipement du port de pêche.

Elle est fixée, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1382 CM du 30 décembre 1994 portant organisation du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete, selon le barème joint en annexe du présent arrêté.

Le barème des redevances en vigueur est porté à la connaissance des usagers par l'exploitant au moyen d'affiches apposées d'une manière visible et lisible dans les lieux où la prestation est proposée aux usagers.

Il est également communiqué sur simple demande dans les bureaux de l'exploitant.

ANNEXE
à l'arrêté n° 383 CM du 6 avril 1995

BAREME DE REDEVANCE

1 - Cotisation d'accréditation des acheteurs

80.000 F CFP/an.

2 - Redevance d'usage du marché d'intérêt territorial

Elle est due pour tout produit frais de la mer transitant par la salle des ventes du marché d'intérêt territorial. Cette redevance est acquittée par l'acheteur au vu du relevé de la transaction.

Le montant de la redevance est fixé à 5 F CFP/kg.

Les produits exportés bénéficieront en 1995 d'une remise de 75 % sur présentation des documents s'y rapportant.

3 - Redevance d'équipement du port de pêche

Elle est due pour tout produit débarqué dans le périmètre du port de pêche. Cette redevance est acquittée par le producteur au vu de la déclaration de débarquement s'y rapportant.

Le montant de la redevance est fixé à 3 F CFP/kg.

Il sera ajouté à ce montant le droit perçu par le port autonome qui sera fixé par les autorités compétentes.

NOR : SAE9500473AC

Par arrêté n° 385 CM du 7 avril 1995.— L'article 7 de l'arrêté n° 1462 CM du 31 décembre 1992 relatif aux révisions des loyers des baux des locaux à usage d'habitation, professionnel, commercial, industriel ou artisanal, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Toutes dispositions contraires et notamment les articles 2 à 11 inclus, et 21, 22 et 23 premièrement de la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 ainsi que les articles 2 à 11 inclus de la délibération n° 71-111 du 12 juillet 1971 sont abrogés."

Sont abrogés :

- l'arrêté n° 606 CM du 16 juin 1988 relatif à la commission d'expertise des loyers professionnels ;
- l'arrêté n° 607 CM du 16 juin 1988 portant désignation des membres titulaires et suppléants de la commission d'expertise des loyers professionnels.

NOR : DOM9500479AC

Par arrêté n° 390 CM du 7 avril 1995.— Est ordonnée, au profit de Mme Flachet Antonine, née Esser, la restitution :

- 1) d'un terrain sis dans la vallée de la Fautaua (Titiro) formant le lot 15 du plan de lotissement de la parcelle D du lot 2 du domaine Jamet, d'une superficie de 520 m² et de la construction y édifiée ;

- 2) et de la somme de *un million cinq cent vingt-huit mille deux cent quatre-vingt-sept francs CFP* (1.528.287 F CFP), correspondant aux loyers perçus par le service de la curatelle et actuellement détenu par le territoire au titre des biens en déshérence, en exécution d'un jugement d'envoi en possession provisoire au domaine, du tribunal civil de première instance de Papeete en date du 21 mars 1979.

NOR : DOM9500480AC

Par arrêté n° 391 CM du 7 avril 1995.— Est définitivement imputé au budget local le reliquat du solde créditeur de la succession en déshérence de M. René Esser correspondant aux revenus acquis au domaine, soit la somme de *cinq cent vingt-huit mille deux cent quatre-vingt-dix-sept francs CFP* (528.297 F CFP).

NOR : DOM9500487AC

Par arrêté n° 392 CM du 7 avril 1995.— Sont affectés au service du tourisme :

- 1°/ deux emplacements du domaine public maritime situés de chaque côté de la jetée de Maroe d'une superficie chacun de 21 m², destinés à la construction d'un abri passagers et d'un abri artisans ;
- 2°/ un emplacement du domaine privé du territoire au droit des terres Uauaa et Teruaohiti 1, pour une superficie de 747 m², destiné à l'aménagement d'une buvette avec sanitaires, d'un parking avec ses abords et circulations.

Tels que ces emplacements figurent sur le plan établi par la direction de l'équipement (arrondissement bâtiments) le 30 septembre 1994 et détenu par le service des domaines.

L'article 2 de la décision n° 1406 DOM du 26 septembre 1983 est modifié comme suit :

Au lieu de : 11.682 m², lire : 10.935 m².

Le reste sans changement.

L'exécution des travaux sera soumise à l'obtention préalable des autorisations nécessaires conformément à la réglementation en vigueur.

NOR : GDA9500503AC

Par arrêté n° 393 CM du 7 avril 1995.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono :

- n° 1-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 portant acceptation de la mesure d'affectation à l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono du golf international "Olivier-Bréaud" ;
- n° 2-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 relative à la tarification des productions et des prestations de service offertes par l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono ;
- n° 3-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 autorisant l'intégration de personnels dans les cadres de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono ;

- n° 4-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 fixant pour l'exercice 1995 le taux de l'indemnité de sujétion du directeur de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono ;
- n° 5-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 autorisant le versement d'une participation au financement des actions d'une association d'entraide sociale des personnels de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.

Délibération n° 2-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995

Chapitre I - Tarifs relatifs au domaine

Article 1er.— La tarification relative aux productions agricoles du domaine de Atimaono commercialisées par l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono est fixée comme suit :

- cocos secs décortiqués 1.200 F CFP/sac de 25 kg
- citrons 180 F CFP/kg
- pamplemousses 100 F CFP/kg
- lectchees 1.200 F CFP/kg
- cocos verts sur pieds 400 F CFP/douzaine

Art. 2.— La tarification relative aux produits d'élevage bovins commercialisés par l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono est fixée comme suit :

- viande de bovin sur pieds 600 F CFP/kg

Art. 3.— Le directeur de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono est autorisé à pratiquer une modulation des tarifs nominaux portés aux articles 1er et 2 ci-dessus dans la limite de plus (+) ou moins (-) dix pour cent (10 %).

Art. 4.— La tarification relative aux prestations de service offertes par l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono est fixée comme suit :

- location de matériel
(tracteur avec exploitation) 5.000 F CFP/h
- coût de la main-d'œuvre 1.500 F CFP/h

Chapitre II - Tarifs relatifs au golf

Art. 5.— Les droits d'entrée au parcours du golf international "Olivier-Bréaud" sont fixés comme suit :

A - Individuel :

- 1. adulte 3.000 F CFP
- 2. moins de dix-huit ans 500 F CFP

B - Abonnements :

- individuel 10.000 F CFP
- couple 15.000 F CFP
- moins de dix-huit ans 4.000 F CFP

2. Abonnement trimestriel :

- individuel 20.000 F CFP
- couple 28.000 F CFP
- moins de dix-huit ans 8.000 F CFP

C. Visiteur :

- forfait journalier 500 F CFP

D. Groupes - forfait journalier :

- jusqu'à dix personnes 2.700 F CFP/personne
- entre 10 et vingt personnes 2.500 F CFP/personne
- supérieur à vingt personnes 2.300 F CFP/personne

E. Compétition :

- droit forfaitaire par compétiteur, lors des manifestations sportives inscrites au calendrier officiel du Comité polynésien de golf 200 F CFP

Art. 6.— Dans le cadre des actions conduites au profit des professionnels du secteur considéré par les intervenants locaux en matière de promotion touristique, et sur leur demande écrite, le directeur de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono est autorisé à consentir l'exonération du paiement des droits d'entrée touchant les paragraphes A-1, C et D portés à l'article 5 ci-dessus.

Le directeur rend compte annuellement au conseil d'administration des mesures accordées à ce titre.

Art. 7.— Il est appliqué, sur les tarifs A et D, un abattement de cinquante pour cent (50 %) lors de la fermeture partielle du parcours golfique.

Art. 8.— Les droits d'occupation de partie du domaine de Atimaono pour le garage privé de voiturette de golf sont fixés à la somme forfaitaire mensuelle de *six mille francs* (6.000 F CFP).

NOR : GDA9500504AC

Par arrêté n° 394 CM du 7 avril 1995.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-95 CA/EAGDA du 10 mars 1995 du conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono arrêtant le budget de l'Etablissement pour l'exercice 1995 à la somme de *quatre-vingt-quinze millions neuf cent quatre-vingt mille neuf cent quinze francs Pacifique* (95.980.915 F CFP) se décomposant comme suit, en recettes et dépenses :

- section de fonctionnement : 61.004.400 F CFP ;
- section d'investissement : 51.871.915 F CFP.

NOR : EMI9500486AC

Par arrêté n° 398 CM du 7 avril 1995.— Le Président du gouvernement est habilité à signer la convention ci-annexée avec la commune de Fakarava. (1)

(1) Elle peut être consultée au service de l'énergie et des mines.

NOR : EMI9500486AC

Par arrêté n° 399 CM du 7 avril 1995.— Le Président du gouvernement est habilité à signer la convention ci-annexée avec la commune de Tureia. (1)

(1) Elle peut être consultée au service de l'énergie et des mines.

NOR : TT9500488AC

Par arrêté n° 400 CM du 7 avril 1995.— L'article 6 de l'arrêté n° 973 CM du 30 septembre 1994 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Tamarii Niau pour l'exploitation du navire Tamarii Niau pour le collectage de poissons et le transport de marchandises de coprah sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest, est modifié comme suit :

Au lieu de : "A peine de caducité de la présente licence d'armateur, la mise en exploitation du navire Tamarii Niau doit intervenir avant le 31 mars 1995."

Lire : "A peine de caducité de la présente licence d'armateur la mise en exploitation du navire Tamarii Niau doit intervenir avant le 30 septembre 1995."

Le reste sans changement.

NOR : CAR9500505AC

Par arrêté n° 402 CM du 7 avril 1995.— Conformément aux dispositions des articles 138, alinéa 2, et 140 de la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics, le budget de l'établissement public dénommé Conservatoire artistique territorial est, pour l'année 1995, établi selon la procédure du règlement d'office.

Ce budget est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 180.475.000 F CFP.

Fonctionnement		Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
174.275.000	174.275.000	11.875.000	11.875.000

dont prélèvement sur le fonds de roulement : 10.175.000.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 94 PR du 7 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu l'arrêté n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifié portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Buillard, vice-président, ministre de la santé et de l'habitat, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports pendant l'absence de M. Nicolas Sanquer, du vendredi 7 avril au 14 avril 1995.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

ARRETE n° 103 PR du 11 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 434 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Patrick Howell, ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'agriculture et de l'élevage pendant l'absence de M. Noa Teuanui du 10 au 13 avril 1995.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

ARRETE n° 105 PR du 11 avril 1995 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 627 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires de terres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Buillard, vice-président, ministre de la santé et de l'habitat, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications pendant l'absence de M. Edouard Fritch du 10 au 13 avril 1995 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 1995.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

Par arrêté n° 100 PR du 10 avril 1995.— Est autorisé, à la demande de M. Gérald Lucas, président de l'association Taatiraa Huma Tahiti Iti, le report au 5 mai 1995 de la date du tirage de la tombola autorisée par arrêté n° 574 PR du 6 décembre 1994 et qui devait avoir lieu le 8 avril 1995.

Par arrêté n° 102 PR du 10 avril 1995.— Est autorisé, à la demande de M. Jacques Chansin, président de l'association des parents et amis de l'école maternelle Heitama, le report au 21 avril 1995 de la date du tirage de la tombola autorisée par arrêté n° 634 PR du 30 décembre 1994.

**MINISTRE DES FINANCES
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 1578 MFR du 6 avril 1995.— Il est délégué à chaque ministère, et par chapitre, les crédits de paiement mentionnés dans le tableau n° 3-95 ci-joint en annexe.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT DELEGATION DES CREDITS DE PAIEMENT 1995

TABLEAU N° 3-95

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR															0
AT															0
CESC															0
VP															0
MFR															0
MMA															0
MSE															0
MAE		122.000.000	115.000.000			80.282.000									317.282.000
MEE				570.000.000											570.000.000
MEC															0
MAG								78.006.000							78.006.000
MER															0
OP.COM.															0
	0	122.000.000	115.000.000	570.000.000	0	80.282.000	0	78.006.000	0	0	0	0	0	0	965.288.000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 1579 MEC du 7 avril 1995.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Tamarii Tuamotu est autorisé à desservir certains atolls des Tuamotu du 14 mars au 13 juillet 1995 :

- Takapoto et Takaroa des Tuamotu de l'Ouest ;
- Takume et Raroia des Tuamotu du Centre ;
- Tatakoto, Pukarua et Reao des Tuamotu de l'Est.

Par arrêté n° 1580 MEC du 7 avril 1995.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'arrêté n° 36 CM du 14 janvier 1994, le navire Kura Ora, affrété par la S.N.A. Tuhaa Pae, est autorisé à desservir les îles de Raivavae, Tubuai, Rurutu et Rimatara lors de son voyage n° 2-95 du 18 avril 1995.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE n° 1555 MER du 6 avril 1995 autorisant, au titre de la régularisation, la S.A. Plastiserd à installer et exploiter un atelier de transformation et de stockage de matières plastiques (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papeete).

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— La société anonyme Plastiserd est autorisée, au titre de la régularisation, à installer et exploiter un atelier de transformation et de stockage de matières plastiques sur un

terrain situé dans la zone industrielle de Tipaerui, dans la commune de Papeete.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubriques 139-1-a, 61-1 et 189-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend les matériels suivants :

- Procédés de fabrication :

- 3 machines pour le moulage par injection ;
- 2 machines pour la fabrication de corps creux par injection biorientation soufflage ;
- 4 machines pour le formage de feuilles à chaud ou thermoformage ;
- 2 machines pour l'extrusion soufflage de corps creux ;
- 1 machine pour le soufflage de préformes P.E.T. ;

- Procédés d'impression :

- 1 machine pour l'impression offset ;
- 2 machines pour la tampographie ;

- Utilisation des périphériques suivants :

- 4 compresseurs frigorifiques ;
- 2 compresseurs à air de 10 bars ;
- 2 compresseurs à air de 30 bars servant d'appoint uniquement ;
- 1 compresseur à air de 35 bars.

- Matières transformées et stockage :

- les polyoléfines (polyéthylène haute et basse densité et polypropylène), 100 tonnes/an ;
- les styréniques et copolymères associés (polystyrène), 150 tonnes/an en feuilles et 25 tonnes/an en granulés ;
- les polyesters saturés (polyéthylène téréphtalate), 300 tonnes/an ;
- les polychlorure de vinyle (P.V.C.), 25 tonnes/an.

Soit un total transformé de 600 tonnes/an.

Prescriptions se rapportant au bâtiment

Art. 3.— Les éléments de construction du bâtiment devront présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

Installations électriques

Art. 4.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C-15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 5.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 6.— Les installations classées électriques, force et lumière seront établies selon les règles de l'art sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits.

Prescriptions se rapportant à la transformation de matières plastiques

Art. 7.— Les gaz odorants produits lors des opérations seront captés par un dispositif spécial capable de les retenir intégralement et d'empêcher leur diffusion dans le voisinage.

Art. 8.— Il est interdit de brûler les déchets de fabrication.

Art. 9.— Les fenêtres et issues du bâtiment où est effectuée l'activité de transformation seront maintenues constamment fermées au cours des opérations.

Art. 10.— Le bâtiment sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Prescriptions se rapportant aux dépôts de matière première et de produits finis

Art. 11.— Les dépôts ne seront pas surmontés de locaux occupés par des tiers, ni de locaux habités.

Art. 12.— Il est interdit d'y fumer ; cette interdiction territoriale sera affichée à l'entrée des dépôts.

Art. 13.— On aménagera, dans la toiture, des cheminées d'aération de large section, devant servir d'exutoires pour l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie.

Art. 14.— Les stocks de matières plastiques seront divisés en tas dont le volume unitaire ne devra pas dépasser 20 m³ et dont la hauteur est limitée à 3 mètres.

Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en bon état de propreté, seront réservés entre les tas, ainsi qu'entre ceux-ci et les murs, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Art. 15.— Il est interdit d'entreposer dans les dépôts, d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des tas de matière plastique.

Art. 16.— Les issues devront être balisées par un éclairage de sécurité.

Prescriptions se rapportant aux déchets d'hydrocarbures et solvants

Art. 17.— Les bidons d'hydrocarbures et solvants seront entreposés sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Art. 18.— La cuvette de rétention sera d'une capacité au moins égale à la moitié de la quantité totale des bidons d'hydrocarbures et solvants entreposés.

Art. 19.— Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

Les moyens de secours de l'ensemble des bâtiments seront conformes à la note déposée le 22 mars 1995 à la délégation à l'environnement à savoir :

- onze extincteurs NF-MIH à eau pulvérisée avec additif de 9 litres judicieusement répartis dans le bâtiment ;
- onze extincteurs NF MIH CO₂ de 6 kg judicieusement répartis dans le bâtiment ;
- quatre extincteurs NF MIH à eau poudre ABC de 9 kg ;
- deux extincteurs NF MIH à halon de 4 kg ;
- trois robinets d'incendie armés (RIA) NF S 61210 de 40 mm et de 40 m de longueur. Les emplacements de ces appareils devront être déterminés de façon que toute la surface du bâtiment puisse être efficacement atteinte par deux jets de lance.

Les matériels d'extinction devront être vérifiés une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 20.— L'installation devra par ailleurs être défendue par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 21.— Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 22.— Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 23.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Protection de l'environnement

Art. 24.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 25.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Prescriptions se rapportant aux compresseurs

Art. 26.— Il sera prévu un dispositif d'insonorisation efficace pour les moteurs des compresseurs, pièges à sons "type chicanes" ou tout autre moyen (isolation sonore, plots antivibratiles...).

Bruits

Art. 27.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- *les jours ouvrables :*
 - de 7 h à 21 h 70 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 65 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 60 dB (A)
- *les dimanches et jours fériés :*
 - de 6 h à 22 h 60 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 55 dB (A)
- *émergence :* 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions se rapportant à la sécurité des travailleurs

Art. 28.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Art. 29.— Les installations électriques devront faire l'objet de vérifications annuelles par une personne ou un organisme compétent. Le vérificateur devra établir un rapport de vérifica-

tion tenu à la disposition des agents de contrôle de l'inspection du travail, de même que les justificatifs des travaux effectués en fonction des remarques contenues dans le rapport précité (articles 53 et 55 de la délibération n° 91-14 AT du 17 janvier 1991).

Art. 30.— Au niveau des broyeurs de déchets, le bruit émis pendant le fonctionnement des machines ne devra pas dépasser 85 dB (A).

Prescriptions administratives

Art. 31.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 32.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Prescriptions générales

Art. 33.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 34.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 35 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 35.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 36.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 37.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 6 avril 1995.
Patrick HOWELL.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

ARRETE n° 6-95 AT du 6 avril 1995 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures à l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre n° 184 AT du 29 mars 1995 de convocation en séance des conseillers territoriaux,

Arrête :

Article 1er.— Les conseillers territoriaux dont les noms figurent à la liste jointe en annexe sont élus au sein du bureau et des commissions intérieures de l'assemblée territoriale.

Art. 2.— Le président de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1995.
Tinomana EBB.

ANNEXE

LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Tinomana Ebb

1er vice-président : M. Pierre Dehors
2e vice-président : M. René Kohumoetini
3e vice-président : M. Lucas Pacamara

1re secrétaire : Mme Hilda Chalmont
2e secrétaire : M. Teritepaiaatua Maihi
3e secrétaire : M. Jean-Jacques Lequerré

1er questeur : M. Justin Arapari
2e questeur : M. Georges Hart
3e questeur : M. Ioane Temauri

LA COMMISSION PERMANENTE

(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Justin Arapari
Vice-présidente : Mme Hilda Chalmont
Secrétaire : M. Teritepaiaatua Maihi

Membres titulaires : MM. Georges Hart, André Roihaui, Jean-Jacques Lequerré, Ernest Teinauri, Haamoetini Lagarde, Napoléon Spitz, John Ienfa, Ismaël Tuahu, Georges Kelly, Henri Flohr.

Membres suppléants : MM. Francis Bordes, Hon Sha Lao Mao, Jean-Alain Frébault, Thomas Moutame, Félix Tetua, Guy Sanquer, René Kohumoetini, Taratiera Tapa, Horoi Lucas, Eric Mai, Teina Maraëura, Ioane Temauri, Pierre Dehors.

LA COMMISSION DES FINANCES

(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Georges Hart
Vice-président : M. Jean-Jacques Lequerré
Secrétaire : M. Horoi Lucas

Membres titulaires : Mme Hilda Chalmont, MM. Napoléon Spitz, Teritepaiaatua Maihi, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Justin Arapari, André Roihaui, John Ienfa, Eric Mai, Pierre Dehors, Georges Kelly.

Membres suppléants : MM. Francis Bordes, Guy Sanquer, Ismaël Tuahu, Thomas Moutame, Hon Sha Lao Mao, Félix Tetua, Ernest Teinauri, Jean-Alain Frébault, Lucas Pacamara, René Kohumoetini, Teina Maraëura, Henri Flohr, Ioane Temauri.

Recettes et dépenses du territoire ; exécution du budget ; activités financières ; F.I.D.E.S. ; plan.

LA COMMISSION DE L'ECONOMIE

(élections du 17 mars 1991)

Président : M. André Roihaui
Vice-président : M. Ernest Teinauri
Secrétaire : M. Horoi Lucas

Membres titulaires : Mme Hilda Chalmont, MM. Napoléon Spitz, Lucas Pacamara, René Kohumoetini, Thomas Moutame, Georges Hart, John Ienfa, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Henri Flohr, Georges Kelly.

Membres suppléants : MM. Hon Sha Lao Mao, Félix Tetua, Justin Arapari, Eric Mai, Jean-Alain Frébault, Teritepaiaatua Maihi, Jean-Jacques Lequerré, Guy Sanquer, Ismaël Tuahu, Teina Maraëura, Francis Bordes, Ioane Temauri, Pierre Dehors.

Agriculture ; pêche ; élevage ; aquaculture ; perliculture ; énergie et industries ; recherche technique ; consommation ; commerce ; douanes ; tourisme ; aménagement du territoire et urbanisme ; équipement et travaux publics ; logement et construction.

LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Présidente : Mme Hilda Chalmont
Vice-président : M. Jean-Jacques Lequerré
Secrétaire : Mme Haamoetini Lagarde

Membres titulaires : MM. Hon Sha Lao Mao, Horoi Lucas, Napoléon Spitz, John Ienfa, André Roihaui, Ismaël Tuahu, Teritepaiaatua Maihi, Justin Arapari, Georges Kelly, Henri Flohr.

Membres suppléants : MM. Ernest Teinauri, Jean-Alain Frébault, Guy Sanquer, Eric Mai, Thomas Moutame, Tinomana Ebb, Félix Tetua, Teina Maraëura, René Kohumoetini, Francis Bordes, Georges Hart, Pierre Dehors, Ioane Temauri.

Enseignement et recherche ; formation professionnelle ; jeunesse et sports ; famille ; information, travail et emploi ; santé publique ; aide sociale ; habitat ; pensions ; prestations sociales ; syndicalisme.

**LA COMMISSION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
DU STATUT ET DES LOIS**
(élections du 17 mars 1991)

Présidente : Mme Haamoetini Lagarde
Vice-président : M. Jean-Jacques Lequerré
Secrétaire : Mme Hilda Chalmont

Membres titulaires : MM. Justin Arapari, Eric Mai, Francis Bordes, André Roiha, Horoi Lucas, Teriitepaiaua Maihi, Napoléon Spitz, René Kohumoetini, Georges Kelly, Henri Flohr.

Membres suppléants : MM. Lucas Paeamara, John Ienfa, Ernest Teinauri, Teina Maraëura, Guy Sanquer, Hon Sha Lao Mao, Ismaël Tuahu, Félix Tetua, Georges Hart, Thomas Moutame, Jean-Alain Frébault, Ioane Temauri, Pierre Dehors.

Fonction publique ; législation administrative ; administration générale du territoire ; affaires domaniales ; statut du territoire ; projets de lois ; projets de décrets ; vœux.

**LA COMMISSION DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**
(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Napoléon Spitz
Vice-présidente : Mme Hilda Chalmont
Secrétaire : M. John Ienfa

Membres titulaires : MM. Teina Maraëura, Horoi Lucas, Justin Arapari, Francis Bordes, Mme Haamoetini Lagarde, MM. René Kohumoetini, Ismaël Tuahu, Georges Hart, Georges Kelly, Henri Flohr.

Membres suppléants : MM. André Roiha, Hon Sha Lao Mao, Teriitepaiaua Maihi, Eric Mai, Guy Sanquer, Ernest Teinauri, Félix Tetua, Jean-Jacques Lequerré, Jean-Alain Frébault, Lucas Paeamara, Thomas Moutame, Ioane Temauri, Pierre Dehors.

Activités culturelles ; artisanat ; postes et télécommunications.

**LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS**
(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Tetuaura Oputu
Vice-président : M. Ioane Temauri
Secrétaire : M. Jean-Jacques Lequerré

Membres titulaires : MM. Lucas Paeamara, Jean-Alain Frébault, Georges Hart, Félix Tetua, René Kohumoetini, Justin Arapari, Mme Haamoetini Lagarde, M. Hon Sha Lao Mao, Mme Hilda Chalmont, M. Francis Bordes.

Membres suppléants : MM. John Ienfa, Thomas Moutame, Napoléon Spitz, Ismaël Tuahu, Teina Maraëura, André Roiha, Teriitepaiaua Maihi, Eric Mai, Ernest Teinauri, Horoi Lucas, Guy Sanquer, Pierre Dehors, Georges Kelly.

Exploitation et mise en valeur des richesses naturelles ; amélioration du niveau de vie.

**LA COMMISSION DU REGLEMENT,
DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET
DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**
(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Teriitepaiaua Maihi
Vice-président : M. Jean-Alain Frébault
Secrétaire : Mme Hilda Chalmont

Membres titulaires : MM. Jean-Jacques Lequerré, Ismaël Tuahu, Georges Hart, André Roiha, Mme Haamoetini Lagarde, MM. René Kohumoetini, Ernest Teinauri, John Ienfa, Georges Kelly, Ioane Temauri.

Membres suppléants : MM. Thomas Moutame, Napoléon Spitz, Eric Mai, Francis Bordes, Teina Maraëura, Horoi Lucas, Hon Sha Lao Mao, Pierre Dehors, Lucas Paeamara, Félix Tetua, Guy Sanquer, Henri Flohr, Tetuaura Oputu.

Contrôle de la comptabilité et du budget de l'assemblée ; gestion administrative, financière et technique ; règlement intérieur.

**LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
MARITIMES ET AERIENS**
(élections du 17 mars 1991)
(séance du 6 avril 1995)

Président : M. Teina Maraëura
Vice-président : M. Jean-Jacques Lequerré
Secrétaire : M. Félix Tetua

Membres titulaires : MM. Guy Sanquer, Hon Sha Lao Mao, Ernest Teinauri, Mme Hilda Chalmont, MM. Ismaël Tuahu, René Kohumoetini, Eric Mai, Lucas Paeamara, Henri Flohr, Pierre Dehors.

Membres suppléants : MM. Horoi Lucas, Georges Hart, Francis Bordes, André Roiha, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Napoléon Spitz, Jean-Alain Frébault, Thomas Moutame, Justin Arapari, John Ienfa, Teriitepaiaua Maihi, Ioane Temauri, Georges Kelly.

**LA COMMISSION CHARGÉE DE LA PREPARATION
DU BUDGET DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**
(élections du 17 mars 1991)
(délibération n° 91-109 AT du 11 octobre 1991)
(séance du 6 avril 1995)

— 12 membres :

M. Horoi Lucas, Mme Hilda Chalmont, MM. John Ienfa, Teriitepaiaua Maihi, André Roiha, Mme Haamoetini Lagarde,

MM. Ismaël Tuahu, Jean-Alain Frébault, René Kohumoetini, Justin Arapari, Georges Kelly, Pierre Dehors.

ARRETE n° 1-95 Prés./AT du 7 avril 1995 fixant les attributions de M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90-49 Prés./AT du 5 octobre 1990 portant création du service dénommé secrétariat général de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 90-57 Prés./AT du 6 novembre 1990 portant nomination du secrétaire général de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er. — Le secrétaire général est chargé d'organiser, de coordonner et de superviser l'ensemble des services administratifs de l'assemblée territoriale sous l'autorité du président.

Art. 2. — Tout acte soumis à la signature du président de l'assemblée territoriale doit être visé par le secrétaire général.

Art. 3. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.
Tinomana EBB.

ARRETE n° 7-95 Prés./AT du 10 avril 1995 portant délégation de signature à M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 2 mars 1987 modifié portant nomination du secrétaire général de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 6-95 AT du 6 avril 1995 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures à l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1-95 Prés./AT du 6 avril 1995 fixant les attributions de M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Vetea Bambridge, secrétaire général de l'assemblée territoriale, à l'effet de signer au nom du président de l'assemblée territoriale, les actes de gestion courante ainsi que ceux définis à l'article 13 de la délibération n° 91-2 AT du 16 juin 1991 portant application des dispositions du chapitre II du titre I du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986.

Art. 2. — Le secrétaire général de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 1995.
Tinomana EBB.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décision n° 95-119 du 3 avril 1995 modifiant la décision n° 95-95 du 20 mars 1995 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne officielle en vue de l'élection présidentielle

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 16 ;

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

Vu le décret n° 64-231 du 14 mars 1964 modifié pris pour l'application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 ;

Vu le décret n° 80-213 du 11 mars 1980 modifié fixant, pour les départements et les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les modalités d'application ou d'adaptation du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 modifié ;

Vu la décision n° 95-95 du 20 mars 1995 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne officielle en vue de l'élection du Président de la République (23 avril et 7 mai 1995) ;

Vu l'avis du Conseil constitutionnel en date du 30 mars 1995 ;
Après en avoir délibéré,

Décide :

Art. 1^{er}. — L'article 8 de la décision du 20 mars 1995 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Comme il est dit à l'alinéa 4 de l'article 12 du décret du 14 mars 1964 susvisé, "les heures d'émission sont utilisées personnellement par les candidats. Toutefois, chaque candidat peut demander que les partis ou groupements politiques dont l'action s'étend à la généralité du territoire national et désignés par lui participent à ses émissions, après y avoir été habilités par la Commission nationale de contrôle, qui vérifiera que ces partis ou groupements répondent aux exigences prévues au présent alinéa".

« Les candidats font connaître au C.S.A., vingt-quatre heures avant l'enregistrement de leurs interventions, les noms des personnes participant à celles-ci.

« La participation de tiers demeure en outre soumise aux règles déontologiques propres à la profession de chaque personne tierce intervenante.

« La présence du candidat doit être visuelle et vocale dans chacune des émissions télévisées. La présence du candidat doit être vocale dans chacune des émissions radiophoniques. »

Art. 2. - Les présidents des sociétés nationales de programme, de la Société française de production, de Télédiffusion de France, de l'Institut national de l'audiovisuel et de France Télécom sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 avril 1995.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le président,
H. BOURGES

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE ARUE POUR LE MOIS DE MARS 1995

Travaux autorisés le 15 mars 1995

N° 94-876-3, commune de Arue, parcelle cadastrée 103, section D (parcelles 4 et 5, terre domaniale Teiriiri), près du camp militaire, clôtures et aménagement de terrain.

Travaux autorisés le 30 mars 1995

N° 94-1452-4, S.C.I. Hap Sine, parcelle cadastrée 83, section A (lot 2, lotissement Marguerite), près du magasin Haremai, extension et aménagement d'un restaurant.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE PAPARA POUR LE MOIS DE MARS 1995

Travaux autorisés le 14 mars 1995

N° 94-1510-1 MP/AU, Mlle Maeva Nauta, parcelle cadastrée 79, section AB (parcelle terre Tehoopuaa), P.K. 30,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 94-1513-1, M. Jean Deligny, parcelle cadastrée 21, section AY (parcelle, lot E, propriété "Chave-Teohe-Tetau-Matai"), P.K. 38,700, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 94-1530-2, D.E.S., collègue de Papara, extension et rénovation du bâtiment administratif ;

N° 95-54-1, Mlle Titaina Valérie Buchin, lot A7 du lotissement Pahara, 1 maison d'habitation ;

N° 95-177-1, M. Heemana Lehartel, parcelle cadastrée 63, section AR (parcelle terres Inapai et Tuehu), P.K. 36,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 mars 1995

N° 95-94-1 MP/AU, M. et Mme Samuel Maihota, lot A12, lotissement Pahara, 1 maison d'habitation ;

N° 95-133-1, Mme Angèle Taaroa, épouse Maraetefau, parcelle cadastrée 8, section AD (parcelle terre Atiteva), P.K. 31,900, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 95-161-1, Mme Anatila Nordman, épouse Bréaud, parcelle cadastrée 123, section AR (parcelle propriété N.T. Brander), P.K. 36, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 95-176-1, M. Temehani Giovani Lehartel, parcelle cadastrée 44, section AP (parcelle B, terre Hamatua I), P.K. 35,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 24 mars 1995

N° 95-132-1 MP/AU, Mme Yolande Young, parcelle cadastrée 56, section BK (parcelle propriété "Jules Millaud", partie), P.K. 39,500, côté mer, 2 maisons d'habitation ;

N° 95-164-1, M. Yves Conroy, parcelle cadastrée 41, section AM (lot 2, parcelle C, propriété Conroy), P.K. 35,400, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 95-210-1, Mme Joanita Aora, parcelle cadastrée 30, section AH (parcelle B, lot 1, terre Puhiatue 1 et 2), P.K. 33,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 31 mars 1995

N° 95-222-1 MP/AU, M. et Mme Daniel Nouveau, parcelle cadastrée 28, section BK (parcelle A, lot 1, surplus lot 2, propriété "Jean Millaud"), P.K. 39,300, côté mer, 1 maison d'habitation.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE PIRAE POUR LE MOIS DE MARS 1995

Travaux autorisés le 10 mars 1995

N° 95-169-1, M. et Mme Alfred Nadeaud, parcelle cadastrée 320, section C (parcelle B, lot 2, terre Atihao), rue F.-Gadiot, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 mars 1995

N° 95-181-1, Mlle Doris Chen, parcelle cadastrée 501, section E (lot R, ancienne propriété Lamotte), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 30 mars 1995

N° 94-1144-4, M. Alain Neti et Mme Barbara Flosse, parcelle de la terre Tetatara, près du restaurant Te Hoa, 1 immeuble d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

E.U.R.L. H.M.

Société à responsabilité limitée
au capital de 50.000 FF
Siège social : 31, avenue Carnot
83300 - Draguignan
R.C.S. Draguignan B 392 711 131
(93 B 184)

Objet : Prise de participation dans toute entreprise ou société à créer.

Durée : 50 ans à compter du 22 octobre 1993.

Capital : 909.090 F CFP.

Gérance : Mme Martine Lesueur épouse Mahieux demeurant à Pamatai, Faa'a, Tahiti.

Suivant décision de l'associée unique, conformément aux dispositions légales de l'article 4 des statuts, en date du 10 janvier 1994, il a été décidé de transférer le siège social de : 31, avenue Carnot, 83300 Draguignan à Papeete, Tahiti, boulevard Pomare, immeuble Le Bougainville.

Le dépôt légal sera effectué au tribunal de commerce de Draguignan et au tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
La gérante.*

S.A.R.L. MATEHAU
Magasin à Fiti
B.P. 15 - Fare, Huahine
4032 B - 216531

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 1995, la S.A.R.L. Matehau, siège social, B.P. 15 à Fare, Huahine, représentée par LEE Robertino, informe de la continuité de ses activités et des modifications statutaires suivantes :

Augmentation du capital social portant celui-ci à 1.000.000 FCP, soit création de 600 nouvelles parts sociales de 1.000 FCP l'une, numérotées de 401 à 10.000 inclus.

Attribution des nouvelles parts sociales :

M. LEE Robertino, les parts numérotées de 401 à 900 inclus, Mme RUA Basetea épouse LEE, les parts numérotées de 901 à 10.000 inclus.

Les actes seront consultables au greffe du tribunal de Papeete dans les délais réglementés.

*Pour avis,
Le Gérant.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION TAATIRAA HUMA TAHITI ITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 février 1995)

Président	: LUCAS Gérard
Vice-présidents	: MARCET Yves VAN BASTOLAER Tino
Secrétaire	: LUCAS Johane
Secrétaire adjoint	: FAATOMO Roger
Trésorière	: TEPA Salome
Trésorier adjoint	: TEAMOTUAITAU Noël

CLUB DE PIROGUE TE TOKOAU

Dissolution de l'association

Lors de l'assemblée générale du 23 janvier 1995, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

SYNDICAT DES AGRICULTEURS ET CULTIVATEURS DE MATAIEA - NUUTAFARATEA

Anciennement dénommé
SYNDICAT AGRICOLE NUUTAFARATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 février 1995)

Présidents d'honneur	: EBB Tinomana NOA Tetuanui TERE Faeta IORSS Auguste DOOM Victor DOOM Frenki HOATAI Ane
Président	: TETUAITEROI Natua
Vice-présidents	: PAARIOTARE Tara PIHAATAE Opora
Secrétaire	: MANEA Bernadette
Secrétaire adjointe	: PIHAATAE Christine
Trésorier	: TEROROTUA Robert
Trésorière adjointe	: TUARIHIONOA Diana
Assesseurs	: ARIIOEHAU Alfred ARIIOEHAU Marthial AIAMU Joseph WILLIERME Raymonde

CLUB DE PIROGUE A.S. TE RERE A FARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 février 1995)

Présidents d'honneur	: TUPAIA Sergio TOTI Charles TEITI Nelson
Président	: TEROU Pierre
Vice-présidents	: TERIIPAIA Roger TAVAEARII Roméo dit Lélé
Secrétaire	: ARUTAHU Lorraine
Secrétaire adjointe	: TANEPAU Mireille
Trésorière	: TEROU Christina
Trésorière adjointe	: LEMAIRE Alexandrine
Entraîneurs	: TANE Eric TANE Freddy

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE MATERNELLE DE PATIO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 octobre 1994)

Présidents d'honneur	: MARAE Utia TEAHUI Simone MARAE Elvina
Président	: TIAIHO Edouard
Vice-présidente	: LAGARRIGE Fanny
Secrétaire	: TAUAROA Elda
Secrétaire adjoint	: MARUAE Ephraïma
Trésorière	: MAHANORA Viena
Trésorière adjointe	: MANEA Ruth

FEDERATION TAHITIENNE DE TENNIS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 mars 1995)

Président	: LAW Vincent
Vice-présidents	: AUNOA Charles PIERREFITTE Jean-Pierre
Secrétaire	: RAOHO Vetea
Secrétaire adjoint	: LAN AH LOI Alexandre
Trésorier	: BRANDELY Thierry
Assesurs	: ROCKA Benjamin CHAVEZ Georges
Commissaire aux comptes	: LAU Pierrot

**ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT
TOAROTU RAHI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 mars 1995)

Président	: BARBANCHON Michel
Vice-président	: CHARDOT Roland
Secrétaire	: FORGET Patrick
Trésorier	: SCHUTZ Dany

Conseillers techniques

Réseau hydraulique	: BARFF Germain
Réseau voirie	: ONAINDIA Raymond

**AMICALE DU PERSONNEL DU LYCEE PROFESSIONNEL
DE UTUROA - MAEVARAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 septembre 1994)

Président	: MACE Pascal
Vice-président	: COURROUX Frédéric
Secrétaire	: VAUSSOU Jean-Luc
Secrétaire adjoint	: MEYSENQ Gilles
Trésorière	: TURMEL Sylvie
Trésorier adjoint	: GOURONNEL Achille
Assesurs	: SYLVESTRE André DURIETZ Viviane YGOUF Philippe

ASSOCIATION ARTISANALE MAURUA ITE TARA ITI PENU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 mars 1995)

Présidente d'honneur	: RAUFAUORE Ariihee
Présidente	: TEAKA Tuieriki
Vice-présidente	: HOUCARD Loretta
Secrétaire	: TAUIRAI Solange
Secrétaire adjointe	: RAOHO Sylvie
Trésorière	: RAOHO Tevahinefaimano
Trésorière adjointe	: TEVARIA Teura
Assesurs	: TAMATI Fifi TERIIVAEA Rahera MOHI Gisèle

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII VAITAPE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 février 1995)

Président d'honneur	: TEUIRA Piria
Président	: MANAORE Vainoa
Vice-présidents	: HAMBLIN Tanihia ATANI Tua TROPEE François FAUATIA Ben
Secrétaire	: MARAKAI Lorita
Secrétaire adjointe	: UPAUPA Nora
Trésorier	: TCHEOU HIVA CHUNG Wilfrid
Trésorier adjoint	: TETUANUI Terinoho
Commissaire aux comptes	: TEUIRA Arihauroa

Responsables des sections

Football	: ATANI Tua
Volley-ball	: MANAORE Vainoa
Basket-ball	: MARAKAI Lorita
Pétanque	: TROPEE François
Pêche	: HAMBLIN Tanihia

**RESULTATS DE LA TOMBOLA
DE L'ASSOCIATION "A LA DECOUVERTE DE LA FRANCE"**
(Tirage effectué le 13 avril 1995)

1er lot	n° 13.574	un pendentif perle noire
2e lot	n° 33.132	une bague perle noire
3e lot	n° 22.261	un week-end pour 2 pers. à Rangiroa
4e lot	n° 15.768	une perle noire montée sur or
5e lot	n° 26.588	un voyage A/R sur Rarotonga
6e lot	n° 34.912	un bracelet or et keishi
7e lot	n° 24.503	un aspirateur
8e lot	n° 23.037	un ordinateur "ord-langue"
9e lot	n° 37.452	une traversée de l'île en 4x4 avec repas au relais de la Maroto pour 2 pers.
10e lot	n° 13.078	un portique pour plantes en fer forgé
11e lot	n° 33.993	un bon d'achat
12e lot	n° 39.345	une perle noire montée
13e lot	n° 20.115	une perle noire montée
14e lot	n° 12.836	un voyage A/R pour 5 pers. sur Moorea
15e lot	n° 10.690	un repas "soirée merveilleuse"
16e lot	n° 29.804	un barbecue
17e lot	n° 19.148	un barbecue
18e lot	n° 10.887	une soirée "barbecue"
19e lot	n° 15.144	un service vaisselle 24 pièces
20e lot	n° 11.024	un agenda historique de Polynésie 1995

ASSOCIATION POLYNESIENNE DE LA JEUNESSE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 mars 1995)

Président	: MANOHORAGI Jean
Vice-présidente	: SOMMERS Karine
Secrétaire	: VAN BASTOLAER Maïma
Secrétaire adjointe	: LEGAYIC Heimana
Trésorier	: LAISE Lewis

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII APETAHI

Modification des statuts
(14 juillet 1994)

L'objet de l'association est complété comme suit :

- la pratique des activités physiques et sportives et particulièrement celles fédérées par les organismes territoriaux officiellement reconnues par le service territorial des sports de la Polynésie française.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 mars 1995)

Président	: SIENNE Victor
Vice-président	: TERIIPAIA Julien
Secrétaire	: GREIG Moana
Secrétaire adjoint	: MOUX Adrien
Trésorier	: MONPAS Patrick
Trésorier adjoint	: MOU HIN Daniel
Assesseurs	: DEANE James DEANE Marcel NEUFFER Alain SANQUER Yves TEISSIER Carlos TUHEIAVA Tom

Section Va'a

Président	: CHONGUES Roland
Vice-président	: TUIHO Amota
Secrétaire	: BONNO Marc
Secrétaire adjoint	: SIAO Richard
Trésorier	: TERIIPAIA Julien
Trésorier adjoint	: TEROU Yannick

ASSOCIATION DES PROFESSEURS DU G.O.D. DE MAKEMO

(Récépissé n° 896-95 MFR/AA du 13 avril 1995)

Extraits de statuts

Il est créé le 4 avril 1995 une association conforme à la loi du 1er juillet 1901 et dont la dénomination est : ASSOCIATION DES PROFESSEURS DU G.O.D. DE MAKEMO.

Cette association a pour but une coopérative d'achats (sans finalités commerciales), l'organisation de manifestations diverses (repas, fêtes...).

Son siège est à Makemo. Le bureau a le choix du lieu de réunion où le siège est établi.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ZYSK Bruno
Vice-présidente	: ZYSK Jocelyne
Secrétaire	: RICHARD Louis
Trésorier	: CAMPS Lucien

ASSOCIATION TE PUPU AMUI TE VAI ORA NO FAAONE

(Récépissé n° 895-95 MFR/AA du 13 avril 1995)

Extraits de statuts

Il est formé le 6 avril 1995 entre les adhérents aux présents, statuts, une association de comité de soutien à l'élection municipale de la liste de Mme TETUAITERAI Jeannine épouse TIAPARI demeurant à Faaone. Association régie selon les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, dénommée "TE PUPU AMUI TE VAI ORA NO FAAONE".

Son siège social est fixé à Faaone, P.K. 47,500, côté montagne, Tahiti, Polynésie française, B.P. 7797, Taravao.

Sa durée est limitée à 1 an.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VAITU Atera
Vice-président	: TAHITO Tetuanui
Secrétaire	: TERIITAUMIHAU Brenda
Secrétaire adjoint	: AUTAI Philippe
Trésorière	: TAHITO Virginie
Trésorier adjoint	: MERLO Heifara
Commissaires aux comptes	: PICARD Bruno PAAEHO Tetuanui

ASSOCIATION DENTAIRE DE POLYNÉSIE FRANÇAISE (A.D.P.F.)

(Récépissé n° 852-95 MFR/AA du 10 avril 1995)

Extraits de statuts

Il est fondé le 23 mars 1995, pour une durée illimitée, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : ASSOCIATION DENTAIRE DE POLYNÉSIE FRANÇAISE (A.D.P.F.).

Le siège social de l'association est fixé dans les locaux de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes, B.P. 4630, Papeete, et pourra être transféré par simple décision du bureau.

Cette association a pour objet de promouvoir et de mettre à la disposition de tous les chirurgiens-dentistes un service de formation odontologique continue destiné à assurer à l'ensemble de la profession dentaire la constante mise à jour de leurs connaissances professionnelles.

Dans ce but, elle mettra en œuvre tous les moyens qu'elle jugera utiles et contribuera, en particulier, à l'organisation de rencontres, réunions, conférences et congrès.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEFEBVRE Marc
Vice-président	: MESLIN Denis
Secrétaire	: LHOMOND Henri
Trésorier	: LEVAUX Jean-Pierre
Intendant	: SAVIC Max

LOTO NATIONAL N° 15

Premier tirage du mercredi 12 avril 1995 :

14 16 28 29 32 45

Numéro complémentaire : 25

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	3	18.885.363
5 bons numéros et numéro complémentaire....	21	1.400.000
5 bons numéros	947	108.454
4 bons numéros	45.448	2.381
3 bons numéros	822.298	181

Deuxième tirage du mercredi 12 avril 1995 :

19 20 22 33 44 47

Numéro complémentaire : 11

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	1	126.349.636
5 bons numéros et numéro complémentaire....	40	677.454
5 bons numéros	766	122.636
4 bons numéros	41.556	2.400
3 bons numéros	786.770	181

Premier tirage du samedi 15 avril 1995 :

8 15 19 29 31 34

Numéro complémentaire : 2

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	3	61.986.727
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	1.123.636
5 bons numéros	504	122.545
4 bons numéros	27.708	2.836
3 bons numéros	532.271	290

Deuxième tirage du samedi 15 avril 1995 :

10 31 36 43 48 49

Numéro complémentaire : 28

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	0	—
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	4.189.909
5 bons numéros	290	202.545
4 bons numéros	20.107	3.781
3 bons numéros	435.126	345

**AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU SAMEDI
DU LOTO NATIONAL N° 516**

Pour le 2^e tirage du loto n° 516 du samedi 22 avril 1995, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du loto national, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette du prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 818.181.818 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration
de la Pacifique des jeux,
Yves HEMARD.*

ASSOCIATION TE MA'O NO TITAAVIRI
(Récapissé n° 95-796 MFR/AA du 30 mars 1995)

Extraits de statuts

Il est constitué le 16 mars 1995 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

L'association prend le nom de : "TE MA'O NO TITAAVIRI".

Son siège social est fixé à la mairie annexe de Papeari, P.K. 53,400 (côté mer), téléphone : 57.13.13.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but :

- de grouper ses membres en vue d'établir des liens sociaux et d'amitié ;
- de programmer des sorties, des temps de loisirs ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels sous forme de location ;
- de constituer un fonds pour des dépenses diverses et imprévues (anniversaires, départs, arrivées, accueil...) ;
- d'organiser et de participer au financement de voyages en faveur des membres de l'association ;
- de s'entraider dans le cas où l'un de ses membres serait dans le besoin ;
- de participer et d'organiser des manifestations (florales, agricoles, artisanales, sportives, folkloriques, culturelles, de pêche, élections de "Miss") publiques, communales ou privées ;
- d'étudier, de coordonner et de promouvoir toutes questions intéressant le développement de la commune associée de Papeari sur le plan scolaire, de la jeunesse, de l'aménagement général et toutes implantations liées à son essor économique ;
- de participer et de contribuer à la préservation de l'environnement.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERITAHU Maxime
Vice-président	: TUAIVA Edmond
Secrétaire	: TAUTU Huti
Secrétaire adjoint	: TEMARU Arthur
Trésorier	: FERRAND Fred
Trésorier adjoint	: MAHAA Marama
Assesseurs	: CHAPMAN Bruno TUHEI Oapa TERIPAIA Hélène TUAIVA Roland AFO Yvon

COMITE DE SOUTIEN TE A'A NO PAPARA NUI*(Récépissé n° 886-95 MFR/AA du 12 avril 1995)***Extraits de statuts**

L'association dite COMITE DE SOUTIEN TE A'A NO PAPARA NUI, fondée le 30 mars 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de soutenir les candidatures de la liste TE A'A NO PAPARA NUI aux élections communales des 11 juin et 18 juin 1995.

Elle a son siège social à PAPARA, P.K. 36,100, côté montagne.

Sa durée est de trois mois à partir de sa création.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	EHUMOANA Anatole
Vice-président	:	HENERE Taurei
Secrétaire	:	TEURURAI Owens
Secrétaire adjointe	:	ELLACOTT Elma
Trésorière	:	TIAAHU Noéline
Trésorier adjoint	:	TAIAMANA Ruben
Assesseur	:	TERAIAMANO Bruno

MARUATA CLUB*(Récépissé n° 95-681 MFR/AA du 20 mars 1995)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 4 janvier 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est : MARUATA CLUB.

Cette association a pour objet de regrouper dans le cadre d'un club strictement fermé au public et réservé à ses seuls membres, à jour de leur cotisation, toutes personnes majeures, de sexe masculin ou féminin, désireuses de pratiquer des jeux de hasard.

Le siège social est fixé à Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du bureau du conseil d'administration.

La durée de l'association est indéterminée. Elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	WONG Henri
Vice-président	:	TEHEI TEHEIURA Edwin
Secrétaire - trésorier	:	PALMER Alfred

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE*(liste non limitative)*

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE**Recueil de jugements**

(1er janvier 1993 — 31 décembre 1993)

Prix : 1.380 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE**

**(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1992

Prix : 1.200 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE**Recueil de jugements**

(1er janvier 1991 — 31 décembre 1991)

Prix : 1.270 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE**Recueil de jugements**

(1er janvier 1992 — 31 décembre 1992)

Prix : 1.380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1993

Prix : 1.290 francs